

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

L'Assurance sur la vie et les Droits de mutation par décès

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée à
LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Date de la soutenance : le 7 novembre 1929
(14 heures)

PAR

Eugène JAOUEN

Président : M. PILON

Suffragants { MM. HEMARD
PICARD

IMPRIMERIE « LABOR »
8, BOULEVARD DE VAUGIRARD, PARIS (XV)

**L'Assurance sur la vie
et les Droits de mutation par décès**

L'Assurance sur la vie et les Droits de mutation par décès

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée à
LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Date de la soutenance : le 7 novembre 1929
(14 heures)

PAR

Eugène JAOUEN

Président : M. PILON

Suffragants } MM. HEMARD
PICARD

IMPRIMERIE « LABOR »
8, BOULEVARD DE VAUGIRARD, PARIS (XV)

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées comme propres à
leurs auteurs.*



INTRODUCTION

L'assurance sur la vie peut être définie « un contrat par lequel l'assureur, en retour d'une prime ou cotisation, laquelle peut être soit unique, soit annuelle, s'engage à payer à l'assuré ou à toute autre personne désignée par lui une somme d'argent (capital ou rente), lorsque se réalisera l'évènement prévu au contrat (mort de l'assuré, mort d'un tiers, survie de l'assuré ou du tiers au bout d'un délai déterminé). » Colin et Capitant, Tome II, p. 587.

Cette définition a le mérite d'embrasser les diverses applications de l'assurance sur la vie; c'est qu'en raison de son but varié, l'assurance sur la vie ne constitue pas une opération d'un type unique, bien délimitée dans ses conditions et ses effets; elle est, au contraire, susceptible d'un très grand nombre de combinaisons différentes; toutes pourtant reposent sur une même idée : garantir le patrimoine d'une personne contre les conséquences préjudiciables d'un évènement déterminé.

Dans sa forme la plus ancienne, qui est l'assurance en cas de décès, elle vise à obtenir la réparation d'un dommage que la mort d'une personne et notamment celle d'un père ou d'un mari, peut causer à ceux qui sont ainsi privés de leur principal soutien.

Parfois, au contraire, l'assuré stipule à son profit le paiement d'un capital pour le cas où il vivrait à une

époque déterminée; il s'agit alors de remédier aux dangers d'une vieillesse incertaine; c'est l'assurance en cas de vie.

Dans d'autres combinaisons, comme l'assurance mixte, elle doit faire face à deux éventualités, celle de vie à une époque convenue et celle de décès avant cette date.

Cependant, malgré ses avantages incontestables, l'assurance sur la vie constitue, en France, une institution relativement récente; notre Code civil l'ignore et il est même probable que s'il l'avait connue, c'eût été pour la condamner; Pothier (1), son guide incontesté dans la matière des contrats et Portalis, l'un de ses principaux auteurs, nourrissaient à son égard une aversion manifeste; ils la tenaient pour une spéculation immorale qu'il fallait proscrire, sous prétexte que la vie des hommes ne pouvait être mise à prix et était hors du commerce.

Cette opposition des anciens légistes à l'assurance sur la vie reposait sur une confusion certaine; ils ne l'avaient pas envisagée telle que nous la voyons se pratiquer aujourd'hui, mais la considéraient comme une sorte de pari de mauvais aloi, pareil à celui que condamnait l'article 10 de l'Ordonnance de la Marine sur la vie des navigateurs.

« Contraste singulier, fait observer Augustin Cochin,
« pendant que les Jurisconsultes se montrent si sévères,
« les théologiens de toutes les écoles n'hésitent pas à
« reconnaître la moralité, l'honnêteté du contrat d'as-
« surance sur la vie. Que l'on ouvre pour le XVII^e siècle
« le très savant traité sur le commerce du jésuite Giba-

(1) POTHIER. *Traité du Contrat d'Assurances*, n° 27.

« linus, qui invoqua Molina et six autres théologiens, « pour le XVIII^e siècle, Collet, lazarisite estimé, pour le « XIX^e siècle, le Sulpicien Carrière, d'une commune voix, « ils répondent : « On n'estime pas la vie, mais le tort « causé par la mort. » (Travaux de l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Tome 73, page 324).

Aussi bien la légalité de l'assurance sur la vie n'est plus contestée par personne; différentes lois lui ont implicitement reconnu droit de cité dans notre législation, notamment les lois du 4 juin 1850 et 29 décembre 1884, qui ont assujetti les polices au droit de timbre, la loi du 24 juillet 1867 (art. 66), qui a soumis les Compagnies d'assurances à la surveillance et à l'autorisation du Gouvernement, enfin la loi du 21 juin 1875 (art. 6), qui a tranché la question du droit de mutation imposé au bénéficiaire.

Cependant une réglementation législative propre lui fait toujours défaut; au point de vue civil, c'est la jurisprudence seule, qui en a défini le caractère et les effets juridiques; la tâche était d'autant plus délicate, qu'il s'agissait d'un contrat de création nouvelle et de nature complexe; le silence du code et l'absence de loi spéciale ont obligé les Tribunaux à édifier toute une théorie à ce sujet; s'inspirant des principes généraux de notre Droit, ils se sont efforcés de rattacher cette convention aux diverses dispositions du Code civil; si, sur certains points, les décisions intervenues paraissent avoir posé des règles définitives, il s'en faut que l'accord soit absolu sur la solution de toutes les difficultés.

D'ailleurs, la carence du législateur ne devait nulle-

ment entraver le développement remarquable de l'assurance sur la vie; déjà dix Compagnies fonctionnaient en France au 4 septembre 1870, quatorze se fondèrent dans les neuf années qui suivirent la guerre; depuis, d'autres se sont créées et le champ de leur activité n'a cessé de s'étendre.

Cette situation prospère ne pouvait longtemps échapper aux investigations du fisc, qui vit la possibilité de se créer des ressources en assujettissant au droit de mutation les indemnités versées par l'assureur, à raison du décès de l'assuré.

La principale difficulté consistait à trouver un fondement à cette perception nouvelle.

En effet, pour soumettre le bénéfice de l'assurance à l'impôt, il aurait fallu, en l'absence de disposition spéciale de la loi, qu'on puisse le considérer comme dépendant de la succession de l'assuré; l'exigibilité du droit de mutation se trouvait donc subordonnée à la question de savoir si, au point de vue civil, le bénéficiaire recueillait l'émolument d'assurance *jure hereditario* ou *jure proprio*.

La jurisprudence a résolu cette question par la distinction suivante :

Lorsque l'assurance est souscrite au profit du souscripteur lui-même ou de ses héritiers et ayants droit, elle considère que le droit au capital fait partie du patrimoine de l'assuré pendant sa vie; à son décès, ce capital constitue une valeur successorale partageable entre ses héritiers, mais aussi grevée de toutes les char-

ges de la succession; ses ayants droit le recueillent en vertu de leur vocation héréditaire et dans les limites de cette vocation.

La situation change radicalement, quand l'assurance est contractée au profit de bénéficiaires nettement déterminés; suivant la doctrine qui a prévalu, cette stipulation tombe sous l'application de l'article 1121 du Code civil : « On peut stipuler au profit d'un tiers, lorsque « telle est la condition d'une stipulation que l'on fait « pour soi-même ou d'une donation que l'on fait à un « autre. »

Si donc le souscripteur d'une police d'assurance stipule pour autrui, conformément à cet article, le tiers bénéficiaire se trouve investi par le contrat lui-même d'un droit qui s'attache dès ce moment à sa personne et dont la transmission est actuelle. Le bénéficiaire devient d'ores et déjà le créancier direct de l'assureur et, au jour fixé, il recueille l'indemnité *jure proprio*, en vertu de la stipulation faite à son profit et dont les effets remontent au jour du contrat. (Cassation, 16 janvier 1888 (D. P. 1888 1. 77) ; Cass., 6, 8 et 22 février, 27 mars 1888 (D. P. 88. 1. 193.)

En droit fiscal, cette distinction aurait du entraîner les conséquences suivantes :

Dans le premier cas, lorsque la stipulation est faite au profit de l'assuré ou de ses héritiers, ceux-ci en recueillent le bénéfice au même titre que les autres biens de la succession; par identité de motifs, le droit de mutation par décès doit être perçu sur l'émolument

d'assurance; la disposition générale de l'article 4 de la loi du 22 Frimaire an VII suffit à elle seule à justifier l'exigibilité de l'impôt.

Mais lorsque le bénéficiaire de l'assurance est un tiers déterminé, le capital assuré n'a jamais fait partie du patrimoine du souscripteur de la police; le décès de l'assuré n'opère aucune transmission de ce dernier au bénéficiaire; l'exigibilité des droits de mutation ne résulte donc pas de la stricte application de la loi de Frimaire.

Si l'assurance est à titre gratuit, elle constitue une libéralité entre vifs, dont l'objet, aux termes de la dernière jurisprudence, est non point le capital stipulé au contrat, mais les primes acquittées par l'assuré; le seul droit exigible serait donc, si la loi n'en avait disposé autrement, le droit de donation entre vifs sur le montant des primes, pour le cas où la police serait soumise à la formalité de l'enregistrement.

C'était la thèse soutenue par la majorité des auteurs avant la promulgation de la loi du 21 juin 1875, mais déjà, à cette époque, la Régie se refusait à admettre cette conséquence fiscale de la jurisprudence civile; elle prétendait que l'émolument versé par l'assureur à raison du décès de l'assuré devait, dans tous les cas, supporter le droit de mutation par décès et à l'appui de son argumentation, elle invoquait les principes spéciaux du Droit de l'Enregistrement, qui assujettissent à l'impôt toute disposition à titre gratuit soumise à l'évènement du décès du disposant, quelles que soient le caractère et les effets civils de cette disposition; elle faisait, en outre,

valoir les décisions de la Cour de cassation, relatives à des attributions de rente viagère ou de sommes stipulées dans des contrats de vente ou de donation entre vifs au profit de personnes étrangères à la convention principale.

Ses prétentions devaient, semble-t-il, être admises par la jurisprudence et la Cour de cassation rendait, peu de temps après le vote de la loi de 1875, un arrêt qui eut été applicable à bien d'autres cas.

« Attendu, porte notamment cette décision, que par
« cette convention, Hillekamp avait acquis une créance
« de cent mille francs, payables à son décès et que, par
« le même acte, il en avait disposé en faveur de sa
« femme et de ses enfants; mais que cette disposition
« était nécessairement subordonnée à la condition que
« les bénéficiaires survivraient à l'assuré, puisqu'ils ne
« pouvaient en recueillir le profit qu'à son décès; at-
« tendu, en conséquence, qu'en déclarant que la stipa-
« lation faite par Hillekamp au profit de sa veuve et
« de ses enfants, constituait une libéralité soumise à
« l'événement du décès du disposant et qu'à ce titre elle
« était passible du droit proportionnel de mutation par
« décès, le jugement attaqué, loin de violer la disposi-
« tion de la loi fiscale visée par le pourvoi, en a fait une
« saine application ». Cassation, 10 mai 1876 (D. P.
76. 1. 488).

D'ailleurs, pour mettre un terme à toute controverse, la Régie sollicita du Parlement le vote d'un texte qui soumit à l'impôt les sommes recueillies au décès d'un

assuré, en vertu de contrats d'assurances sur la vie. Ce texte, qui fit l'objet de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875, est ainsi conçu :

« Sont considérés pour la perception du droit de mutation par décès, comme faisant partie de la succession d'un assuré, sous réserve des droits de communauté, s'il en existe une, les sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par l'assureur à raison du décès de l'assuré. Les bénéficiaires à titre gratuit de ces sommes, rentes ou émoluments, sont soumis au droit de mutation, suivant la nature de leurs titres et leurs relations avec le défunt, conformément au droit commun ».

D'après cette disposition, l'exigibilité du droit de mutation par décès est indépendante des effets dévolutifs de l'assurance à l'égard du bénéficiaire. Que celui-ci recueille le capital assuré, en vertu d'un droit personnel et rétroagissant au jour du contrat ou qu'il le recueille comme successeur du défunt, l'effet est le même au point de vue fiscal. Dans les deux cas, le capital doit supporter l'impôt, tout comme s'il faisait partie de la succession de l'assuré.

C'est qu'en cette matière la loi crée une valeur successorale fictive et il suffit pour s'en convaincre de retenir les deux premiers mots du texte : « Sont considérés ».

En édictant cette règle, le législateur n'établit pas d'impôt spécial sur les émoluments d'assurances ; il aurait pu créer, en dehors de la masse héréditaire, une sorte de succession anormale, complètement distincte

qui, au point de vue fiscal, eut été soumise à des règles de liquidation différentes de celles applicables à la succession ordinaire; il est de toute évidence qu'il ne l'a pas fait; au lieu d'édicter un impôt, il a créé une matière imposable; il décide que la masse des biens de l'assuré sera augmentée des sommes versées par l'assureur.

Il en résulte une divergence absolue entre le Droit civil et le Droit fiscal; tandis que la Jurisprudence civile considère le capital payé par l'assureur à un bénéficiaire déterminé comme n'ayant jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, la loi fiscale l'incorpore à la masse héréditaire, pour lui faire supporter le droit de mutation par décès; la disposition ainsi conçue a fatalement pour conséquence de multiplier les difficultés en supprimant toute concordance entre la dévolution réelle de la succession et sa dévolution fiscale.

Il ne faut cependant pas aller jusqu'à prétendre que la perception du droit de mutation par décès va se trouver complètement affranchie des règles du Droit civil. L'article 6 de la loi du 21 juin 1875 a pour but de régler la perception de l'impôt; comme il s'agit d'une loi d'exception, elle doit être interprétée dans la rigueur de ses termes; par suite, elle rend inévitable la combinaison du texte fiscal avec les principes de Droit commun; il ne suffit pas, en effet, d'assimiler au point de vue de la perception des droits de mutation le capital assuré aux valeurs héréditaires; il faut aussi déterminer la quotité imposable de ce capital et pour cela il faut

* bien avoir recours aux règles de Droit civil.

Aux termes mêmes de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875 l'exigibilité du droit de mutation par décès sur le bénéfice d'assurance est subordonnée à deux conditions :

1° Il faut que l'assurance présente le caractère gratuit à l'égard du bénéficiaire;

2° Il faut que la stipulation résulte d'une assurance en cas de décès, dont le bénéfice s'ouvre au profit du tiers par la mort de l'assuré.

D'autre part, le législateur a introduit une réserve spéciale au sujet des droits de communauté.

C'est à l'étude de ces divers points que nous allons consacrer les développements qui vont suivre et au cours de notre travail nous examinerons les répercussions que les modalités que revêtent parfois les contrats d'assurances sur la vie sont susceptibles d'avoir sur la liquidation des droits de mutation par décès.

CHAPITRE PREMIER

GRATUITE DE L'ASSURANCE

Après avoir assujetti au droit de mutation les sommes, rentes et émoluments quelconques, dus par l'assureur, à raison du décès de l'assuré, l'article 6 de la loi du 21 juin 1875 ajoute que « les bénéficiaires à titre gratuit de ces sommes, rentes ou émoluments sont soumis au droit de mutation, suivant la nature de leurs titres et leurs relations avec le défunt, conformément au droit commun ».

Ainsi la loi exonère implicitement de l'impôt les bénéficiaires qui recueillent l'émolument d'assurances à titre onéreux.

SECTION I

PREUVE DE LA GRATUITÉ — PRÉSOMPTION

Il est dès lors essentiel, pour statuer sur l'exigibilité des droits de mutation, de déterminer le titre auquel cet émolument est acquis au bénéficiaire.

Et immédiatement se pose la question de savoir à qui incombe la charge de prouver le caractère gratuit ou onéreux du contrat d'assurances dans ses effets entre

l'assuré et le bénéficiaire; à cet égard on ne peut dire *à priori* que l'assurance constitue ou ne constitue pas une libéralité au profit du tiers qui en bénéficie; tout dépend des circonstances de chaque espèce; si, le plus souvent, l'assurance est contractée dans une intention libérale, elle peut être également réalisée dans un autre but et ne pas être pour le bénéficiaire un avantage reçu sans équivalent.

La Régie, cependant, pose en principe que la loi du 21 juin 1875 établit une présomption légale de gratuité au profit du Trésor (Instruction du 20 juin 1881, n° 2651,56); elle en déduit que c'est au bénéficiaire qui veut échapper au paiement de l'impôt de détruire cette présomption légale par la preuve contraire. Or cette preuve contraire ne peut être administrée que dans les formes prévues par l'article 65 de la loi de Frimaire an VII, c'est-à-dire résulter d'écrits qui peuvent être présentés au juge; comme le bénéficiaire est dans la plupart des cas dans l'impossibilité de se procurer cette preuve, il est exposé à payer des sommes dont il n'est pas redevable.

Cette prétention de l'Administration nous paraît manifestement exagérée : pour notre part, nous ne voyons pas, dans le texte de la loi, la présomption légale de gratuité que veut y trouver la Régie. Bien au contraire, le législateur a jugé nécessaire de spécifier que seules les attributions gratuites étaient assujetties à l'impôt : cette précision eut été inutile si les contrats d'assurances devaient être considérés comme étant par nature des contrats à titre gratuit.

Toutefois, il est évident que l'Administration ne peut,

d'elle-même, suppléer au silence du contrat et supposer un prix qui n'y a pas été stipulé; lorsque la convention revêt la forme d'une libéralité, la Régie l'impose à ce titre : c'est aux parties à établir par des présomptions tirées des faits de la cause que la police présentée sous les apparences d'un contrat à titre gratuit a, en réalité, le caractère d'un contrat à titre onéreux.

Les Tribunaux qui ont eu à statuer sur l'existence de la présomption légale de gratuité se sont montrés généralement assez hésitants.

C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal de Saint-Marcellin, du 6 décembre 1902 (R. E. 3427), déclare que l'opposant « n'a nullement justifié qu'à l'occasion de « cette assurance il soit intervenu un acte renfermant « un élément de nature à détruire la présomption de « gratuité, établie par la loi du 21 juin 1875 ».

Un jugement du Tribunal de la Seine du 3 janvier 1910 (J. E. 28029), déclare également que « le caractère « onéreux du contrat d'assurance peut être démontré et « le droit de mutation n'être pas du; mais que la présomption de gratuité du contrat établie par la loi ne « peut tomber que devant cette preuve ».

De même un jugement du Tribunal de Cherbourg du 21 mars 1911 (J. E. 29158), porte que « la loi du « 21 juin 1875, en considérant le montant de l'assurance comme faisant partie de la succession de l'assuré, a présumé que la dévolution du bénéfice du contrat s'opère gratuitement et qu'il y a là une présomption légale de gratuité ».

A l'inverse de cette doctrine, un jugement du Tri-

bunal de Verdun du 1^{er} juin 1894 (J. E. 24548), pose à notre avis des règles plus exactes en disant « que si la
« dévolution du bénéfice d'une assurance est présumée
« en thèse générale, s'opérer gratuitement, ce n'est là
« qu'une présomption simple qui peut être combattue
« par tous les moyens de preuve et, en particulier, par
« d'autres présomptions tirées des éventualités et du
« but en vue duquel l'assurance a été faite, des condi-
« tions dans lesquelles le contrat est intervenu, des
« relations des parties et de leur commune intention ».

Un jugement du Tribunal de Reims, du 25 mai 1909 (R. E. 5189) s'est prononcé dans le même sens : « At-
« tendu, déclare-t-il notamment, que si l'article 6 de la
« loi du 21 juin 1875 ne semble pas, comme le soutient
« l'Administration, créer contre le bénéficiaire de l'as-
« surance une présomption de gratuité, qu'il lui appar-
« tiendrait de détruire par la preuve contraire, il n'en
« est pas moins incontestable qu'ici comme en toute
« autre matière, l'Administration, pour assurer d'une
« manière conforme à la loi la perception de l'impôt,
« a le droit et le devoir de rechercher et de constater
« le véritable caractère de la stipulation contenue dans
« l'acte de transmission ; qu'elle peut, à cet égard, in-
« voquer les présomptions comme moyen de preuve. »

Ce dernier jugement a été déféré à la Cour de cassation qui s'est rapportée à l'appréciation du Tribunal en ce qui concerne l'interprétation des faits (Req., 27 décembre 1911, D. P. 1913. 1. 307).

Cette interprétation aboutissant, en l'espèce, à faire considérer l'assurance comme étant à titre gratuit, la Cour de cassation n'a pas eu à se prononcer sur la ques-

tion d'existence de la présomption légale de gratuité.

Quoiqu'il en soit, si l'on écarte la présomption légale de gratuité qu'invoque la Régie, il n'en est pas moins certain que le contrat d'assurance doit être interprété d'après sa forme; lorsqu'il n'exprime pas les motifs pour lesquels le bénéficiaire a été institué, il doit, à défaut de prix, être considéré comme étant à titre gratuit; il existe donc une présomption simple de gratuité tirée de la nature de la convention. Contre cette présomption, la preuve contraire peut être faite par tous les moyens et notamment par d'autres présomptions, ainsi que l'a fort bien exprimé le Tribunal de Verdun.

C'est au moment de la déclaration de succession que le bénéficiaire de l'assurance, qui se prétend exempt du paiement de l'impôt, doit justifier du caractère onéreux du contrat; le receveur est, en effet, seul maître de sa perception; c'est devant lui que doivent être établies les présomptions qui sont de nature à faire apparaître le véritable caractère de l'attribution d'assurance et il est en droit d'exiger les justifications qu'il estime utiles.

Dans une instance terminée par un jugement du Tribunal de Reims, du 6 février 1909 (R. E. 4855), on avait fait le reproche au receveur chargé de la perception d'exercer une sorte de contrôle sur les déclarations des parties. Le Tribunal n'a pas retenu ce grief et a déclaré que « si le receveur devait, pour délivrer le certificat de paiement de droits de mutation, s'en rapporter uniquement aux déclarations des parties, la nécessité de ce certificat destiné à assurer la perception du droit ne s'expliquerait plus ».

SECTION II

BÉNÉFICIAIRES A TITRE ONÉREUX

Si, dans le silence de la police, le caractère onéreux de l'attribution d'assurance est parfois assez difficile à établir, il est des hypothèses où ce caractère ressort nettement des termes du contrat ; la pratique fournit à cet égard maints exemples.

On considère que l'assurance est à titre onéreux lorsque le bénéficiaire s'est soumis, soit vis-à-vis du stipulant, soit vis-à-vis de l'assureur, à des obligations qui constituent le prix de l'avantage qu'il doit recueillir ; il en sera ainsi :

1° Lorsque l'assurance est souscrite au profit d'un créancier, en paiement d'une dette.

2° Lorsque le capital d'assurance a été cédé.

3° Lorsque le contrat d'assurance présente les caractères d'un contrat aléatoire.

4° Lorsque les primes ont été payées par le bénéficiaire ou par un tiers.

§ I. — Assurance souscrite au profit d'un créancier.

a) Assurance contractée en paiement d'une dette.

Lorsqu'un débiteur souscrit une assurance au profit de son créancier, en remboursement d'une dette, le caractère onéreux du contrat n'est pas douteux, puisqu'il s'agit là d'une véritable dation en paiement ; par suite, le droit de mutation n'est pas dû, à la condition toutefois :

1° Que la créance existe encore au décès de l'assuré, et soit au moins égale au capital assuré;

2° Que l'existence de cette créance ne soit affectée d'aucune condition suspensive.

La désignation du créancier peut résulter soit de la police, soit d'un avenant; faite dans la police, avec acceptation du créancier, l'exemption de l'impôt est certaine, puisque le contrat est définitif et qu'il ne peut être modifié par l'assuré. L'exemption est également applicable si la désignation a lieu dans un avenant. Une jurisprudence bien établie décide que l'avenant fait corps avec la police, et que ses effets rétroagissent au jour du contrat; l'avenant ne constitue, en effet, ni une novation dans les termes de l'article 1271 du Code civil, ni un transport de créance dans les termes de l'article 1689, mais une simple modification au contrat primitif, qui attribue au tiers désigné le bénéfice de l'assurance, comme le lui aurait attribué une semblable stipulation contenue dans la police originaire.

Il se peut que la police, tout en constatant l'existence de la dette, ne contienne ni l'intervention ni l'acceptation du créancier, celui-ci trouvant un titre suffisant dans la détention de la police; cette absence d'acceptation ne modifie pas la nature de la dation en paiement; il ne faut pas, en effet, perdre de vue que l'acceptation peut être tacite et remonte rétroactivement au jour de la police.

La désignation du bénéficiaire a parfois lieu dans un écrit postérieur à la police autre qu'un avenant : longtemps on a considéré que ce mode de désignation ne transmettait de droit au bénéficiaire que du jour de son

acceptation ; pour être efficace, l'acceptation du créancier devait donc intervenir avant le décès de l'assuré ; faite après, elle restait inopérante : le capital assuré n'étant pas sorti du patrimoine du souscripteur de la police, les héritiers se voyaient tenus du paiement des droits de mutation et pouvaient simplement, le cas échéant, déduire le montant de la dette de l'actif successoral.

Aujourd'hui, au point de vue civil, on tend à admettre qu'en se réservant de désigner ultérieurement le bénéficiaire, il y a déjà de la part du contractant une stipulation pour autrui, et que la désignation du bénéficiaire dans un écrit postérieur à la police produit les mêmes effets que la désignation dans la police (Dupuich, Assurance Vie n° 434).

Il est, par suite, sans importance que l'acceptation du créancier ait lieu antérieurement ou postérieurement au décès, celle-ci ayant en toutes hypothèses un effet rétroactif au jour du contrat ; il suffit que l'attribution du bénéfice de l'assurance présente les caractères d'un acte à titre onéreux, pour que l'exemption de droits ne puisse être contestée.

b) *Assurance contractée en garantie du paiement
d'une dette.*

L'assurance, au lieu d'être souscrite en paiement d'une dette, peut être contractée seulement en garantie de son remboursement. Dans ce cas, le droit du bénéficiaire est un simple droit conditionnel ; le créancier ne peut s'approprier le bénéfice de l'assurance qu'en apportant la

justification qu'il n'a été remboursé ni en totalité ni en partie du montant de sa créance, et la stipulation n'a pas pour effet de dépouiller le souscripteur de la police.

Il en résulte que le droit de mutation reste exigible sous déduction, conformément aux dispositions de la loi de 1901, de la dette garantie.

Le fait que l'assureur se refuse à payer sans le consentement du créancier, n'est pas une présomption suffisante de nature à faire admettre le caractère onéreux du contrat ; c'est une précaution que la Compagnie d'assurance est obligée de prendre pour sa décharge, mais qui n'implique pas que le capital assuré se trouve nécessairement affecté au remboursement de la dette.

*c) Assurance contractée en paiement
des reprises de la femme.*

L'assurance contractée par le mari au profit de sa femme, en paiement de ses reprises, est, en principe, un contrat à titre onéreux et échappe au droit de mutation ; dans cette hypothèse cependant, la présomption de gratuité est d'autant plus plausible que la stipulation est en faveur de l'épouse ; il faut donc que les termes de la police ne laissent aucun doute sur la destination du capital assuré ; il faut, d'autre part, que la Régie ne puisse prouver qu'à la dissolution de la communauté la femme n'avait aucune reprise à exercer.

*d) Assurance contractée en paiement
d'une rente viagère.*

Lorsque le débiteur d'une rente viagère souscrit une assurance portant qu'après son décès, l'usufruit du capi-

tal versé appartiendra au Crédit rentier, cette stipulation équivaut à une dation en paiement; le Crédit Rentier ne reçoit, en effet, aucun avantage indirect, l'assuré s'étant simplement libéré de sa dette à son égard.

Cette thèse a été formellement admise par la Régie dans une solution du 11 mai 1895 (Rev. pratique 4131); dans l'espèce qui était soumise à l'Administration, l'assurance était contractée par un gendre au profit de sa belle-mère, en paiement d'une pension alimentaire; la question aurait pu se poser de savoir si la dette pesait également sur les héritiers de l'assuré après son décès; l'objection n'a pas été soulevée, la Régie ayant simplement constaté la volonté formelle du défunt et la reconnaissance faite par lui de la survivance de sa dette.

Doit-on étendre, par analogie, cette solution au cas où l'usufruit du capital assuré est abandonné à l'époux survivant pour lui tenir lieu de pension alimentaire; il convient de remarquer que, dans cette hypothèse, la créance de l'époux survivant ne prend naissance qu'au moment du décès de son conjoint; c'est pourquoi la Régie en refuse la déduction à titre de passif; par identité de motifs, nous estimons qu'une assurance qui contient une stipulation de cette nature, reste vis-à-vis du conjoint bénéficiaire une convention à titre gratuit, qui doit être assujettie au paiement de l'impôt.

e) Bénéfice de l'assurance légué à un créancier.

Le bénéfice de l'assurance peut être légué par l'assuré à un créancier en paiement de sa créance.

Si le testament, comme le déclare un arrêt de la Cour

de Cassation du 24 février 1902 (D.P.1903.1.433) devait être considéré comme un acte de transmission ne saisissant le bénéficiaire qu'à la date du décès de l'assuré, l'exigibilité du droit de mutation ne saurait être contestée. Mais cette manière de voir appelle les plus expresses réserves.

Toute clause insérée dans un testament n'a pas nécessairement trait à la succession du testateur ; tant que le contractant conserve la libre disposition de l'assurance, il a le droit d'en céder le bénéfice à qui bon lui semble ; si le bénéficiaire est désigné par testament, l'opération n'en conserve pas moins le caractère d'une stipulation pour autrui, et il nous paraît plus exact d'admettre que ce mode de désignation constitue un simple procédé d'attribution conférant au tiers qui en profite un droit propre rétroagissant au jour de la police. A notre avis, on doit en conclure que la transmission, à l'égard du créancier, s'effectue à titre onéreux, comme étant une véritable dation en paiement, ce qui exclut toute perception de droits de mutation.

Il est d'ailleurs nécessaire que l'existence et la sincérité de la dette au décès de l'assuré soient nettement établies et résultent, soit d'un acte authentique, soit d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès de l'un des contractants.

La loi du 25 février 1901 déclare en effet inopérantes les reconnaissances de dettes faites dans les testaments ; elle a voulu empêcher que les légataires ne se transforment en créanciers pour éviter le paiement de l'impôt. Les mêmes raisons d'annulation ne sont pas invocables, lorsque l'existence de la dette est établie par un acte

antérieur; le testament n'a, dans ce cas, qu'un effet déclaratif, et ne forme pas le titre originaire de l'obligation du défunt.

§ II. — Cession du contrat.

a) *Cession civile.*

Le bénéfice d'une assurance sur la vie peut être cédé, comme toute créance, dans les termes des articles 1689 et 1690 du Code civil.

Entre les parties, cette cession n'est soumise à aucune forme; dès l'accord des volontés, l'opération est efficace et la créance contre l'assureur appartient au cessionnaire; on en déduit qu'au décès du cédant, aucun droit de mutation ne saurait être réclamé au bénéficiaire.

Il importe peu que la cession ait été signifiée au débiteur ou acceptée par lui dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code civil : cette mesure de publicité, destinée à aviser les tiers, ne saurait intéresser la Régie; celle-ci, en effet, ne peut être rangée dans la catégorie des tiers dont parle le Code, cette qualité étant réservée aux seuls ayants droit du cédant.

De même, si dans un partage de communauté, une assurance contractée par le mari sur sa tête est attribuée, pour sa valeur de rachat, à l'un des héritiers de la femme, cette attribution revêt le caractère onéreux; par suite, le capital assuré, rendu exigible par le décès du mari, survenu ultérieurement, ne sera pas assujéti au droit de mutation, si, après la dissolution de la communauté, le paiement des primes est resté à la charge de l'héritier attributaire.

b) *Cession par endossement.*

La police peut également autoriser le transfert de l'assurance par endossement; lorsqu'une modalité de cette nature est insérée dans un contrat, l'endossement a pour effet de dessaisir l'assuré du bénéfice de l'assurance.

Avant la loi du 8 février 1922, on distinguait deux sortes d'endossement; l'endossement régulier contenait toutes les énonciations prescrites par l'article 137 du Code de Commerce, et avait pour effet de transmettre la propriété de l'endosseur au bénéficiaire sans aucune autre formalité; l'endossement irrégulier, au contraire, ne valait que comme procuration.

La loi du 8 février 1922 a modifié ces règles et, actuellement, l'endossement est en principe translatif de propriété; il n'a besoin, en la forme, que de la signature de l'endosseur.

Cependant, alors même que la cession du bénéfice du contrat a lieu par endossement, l'Administration a toujours le droit de rechercher le véritable caractère de la transmission, et un jugement du Tribunal de Reims du 25 mai 1909 (R. E. 5189), a attribué le caractère gratuit à une police endossée à l'ordre d'une enfant mineure pour solde de tout compte.

§ III. — **Assurance aléatoire.**

On se trouve aussi en présence d'un contrat à titre onéreux, lorsque l'assurance est souscrite conjointement par deux ou plusieurs personnes au profit de la survi-

vante, et que les primes sont payées par tous les assurés : il s'agit, en effet, d'un contrat aléatoire, dans lequel l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte résultant pour les parties d'un événement incertain ; chacun des assurés est considéré comme ayant contracté pour lui-même, sans condition suspensive s'il survit, et sans condition résolutoire, s'il prédécède. Par suite, le survivant qui recueille un avantage, dont il a intégralement payé le prix, n'est redevable d'aucun droit de mutation.

Cette solution est admise par la Régie et par la Jurisprudence ; notamment, dans une espèce où l'assurance avait été contractée par deux associés, le Tribunal de Verdun, considérant que leur but avait été de se garantir mutuellement et individuellement des conséquences résultant au décès de l'un d'eux, de la dissolution du pacte social, a reconnu le caractère onéreux d'une semblable convention (Tribunal Verdun, 1^{er} juin 1894, J. E. 24548 précité).

Mais le caractère onéreux ne subsiste qu'autant que les primes ont été payées conjointement par tous les assurés ; si elles ont été acquittées par un seul d'entre eux, le bénéficiaire survivant qui recueille le montant de l'assurance sans avoir rien payé, doit acquitter l'impôt.

De même, l'exemption de droit de mutation n'est plus applicable, lorsque deux assurés souscrivent chacun individuellement une police au profit de l'autre ; dans cette hypothèse, il n'y a pas à proprement parler d'assurance au profit du survivant : le décès de l'un des assurés, s'il permet au survivant de recevoir le capital stipulé à son profit, n'a pas pour effet d'anéantir le contrat souscrit

par ce dernier ; les obligations de la Compagnie d'assurance subsistent à son égard, et le bénéfice de l'assurance qu'il a contractée, rentre dans son patrimoine.

Il en serait cependant autrement, si chacune des polices limitait les obligations de la Compagnie au seul cas où l'assuré décèderait avant le bénéficiaire : bien que rédigée en deux actes, l'assurance resterait conjointe, un seul des contrats devant s'exécuter ; il faudrait simplement que les circonstances de fait, telles que les similitudes de polices et de dates permettent de se rendre compte que la réunion de ces conventions constitue un contrat unique, ayant le caractère aléatoire à titre onéreux (Jugement Tribunal Verdun, précité).

§ IV. — Paiement des primes par le bénéficiaire.

Dans la catégorie des contrats à titre onéreux, se range également l'assurance dont le bénéficiaire paie les primes.

La question ne soulève aucune difficulté, lorsque le bénéficiaire de l'assurance a pris l'engagement dans la police de payer les primes : le contrat n'est plus l'œuvre personnelle de l'assuré ; dans ce cas, le bénéficiaire paie le capital qu'il reçoit, et le bénéfice de l'assurance ne peut être considéré comme constituant à son égard une libéralité.

Mais, s'il ne peut y avoir de doute, lorsque la police prévoit le paiement des primes par le bénéficiaire, il n'en est plus de même, lorsqu'en cours d'assurance, il y a pour le paiement des primes et en dehors des stipu-

lations du contrat, substitution du bénéficiaire au souscripteur de la police.

Quelle est, en réalité, la nature d'une assurance dont tout ou partie des primes ont été acquittées par le bénéficiaire ?

Lors de la souscription, le contrat se présente sous les apparences d'une libéralité, et c'est une règle généralement constante qu'une convention qui, à sa naissance, revêt le caractère gratuit, ne peut ensuite se convertir en convention à titre onéreux ; mais cette règle ne saurait s'appliquer au contrat d'assurances, qui constitue un contrat annuel à l'égard de l'assuré ; l'assuré, en effet, après avoir payé la prime d'une année et avoir ainsi entretenu l'assurance couverte par cette prime, a le droit de l'abandonner pour l'année suivante en refusant de payer la cotisation de la nouvelle année ; le paiement n'a lieu que dans la mesure où il désire continuer, ou plutôt renouveler, son assurance.

Or, si l'assurance n'est qu'une succession de contrats particuliers, on conçoit fort bien que contractée à titre gratuit pour la première année, elle ait pu se transformer en assurance à titre onéreux pour la seconde année et les années suivantes ; il suffit qu'un des éléments qui présidaient à sa formation ait disparu, que les circonstances qui accompagnent le renouvellement de l'obligation de l'assuré démontrent que l'idée de libéralité est désormais étrangère à son engagement : le paiement des primes par le bénéficiaire est une circonstance de cette nature.

Dans ces conditions, le bénéficiaire qui, pour s'assurer l'intégralité du capital promis, continue le versement

des primes stipulées ne doit, semble-t-il, à l'intention libérale du souscripteur de la police que la portion de capital correspondant aux primes déjà payées; quant au surplus, il ne le doit qu'à ses propres versements; il prend l'affaire à son compte et devient, pour l'avenir, le véritable contractant, avec le consentement tacite de l'assureur.

Cette opinion n'a pas été sans soulever de vives critiques.

On a objecté que l'assureur obligé dès le paiement de la première prime n'était pas tenu d'accepter comme contractant toute personne qui, à défaut du souscripteur primitif, se chargerait de payer les primes ultérieures; on ne saurait s'arrêter à cette objection : la Compagnie d'assurances ne connaît pas d'autre débiteur que l'assuré; elle n'en accepte pas d'autre sans avenant régulier, mais l'assuré débiteur a toujours le droit qu'on ne peut lui dénier de se substituer un autre débiteur; d'ailleurs la convention à caractériser n'est pas celle qui rattache l'assuré à l'assureur, mais celle qui lie l'assuré au bénéficiaire; c'est la nature de cette dernière qui, seule, peut avoir une répercussion sur l'exigibilité du droit de mutation.

D'autre part, la Régie a également contesté l'exactitude de la thèse que nous venons d'exposer; d'après elle, le seul fait pour le bénéficiaire d'avoir payé les primes n'était pas de nature à modifier le caractère du contrat; en agissant ainsi, le bénéficiaire ne stipule pas directement pour lui-même; tout au plus doit-on considérer qu'il se borne à faire une avance personnelle au contractant.

Cette manière de voir avait été adoptée par un jugement du Tribunal de Saint-Marcellin, du 6 décembre 1902 (précité), mais depuis, un jugement du Tribunal de Nancy du 3 novembre 1908, s'est prononcé en sens contraire; dans l'affaire soumise au Tribunal de Nancy, le bénéficiaire avait payé quatre primes sur cinq; le Tribunal a décidé qu'il ne devait les droits de mutation que sur la fraction de capital acquise par les versements de l'assuré, le surplus du capital constitué par les primes qu'il avait lui-même acquittées étant recueilli à titre onéreux.

La Régie déféra ce jugement à la Cour de cassation, mais le pourvoi fut rejeté. (Cassation, 31 décembre 1919. J. E. 30828).

« Attendu, porte l'arrêt de rejet, qu'en déduisant de
« ces circonstances souverainement constatées, que les
« droits de mutation par décès n'étaient dus que sur la
« partie du capital correspondant à la prime acquittée
« par Lévy (assuré) lors de la signature du contrat
« d'assurance, soit sur le 1/5 du capital, le jugement
« attaqué a fait une exacte application de la loi.

« Que, en effet, d'une part, l'article 6 de la loi du
« 21 juin 1875, qui soumet aux droits de mutation par
« décès toutes sommes stipulées payables à un tiers au
« moment du décès de l'assuré, ne s'applique qu'aux
« assurances dont le bénéfice est recueilli à titre gra-
« tuit; que, d'autre part, il appartient à Lévy, assuré,
« de transformer le contrat gratuit à l'origine en con-
« trat à titre onéreux, à partir du moment où les pri-
« mes, dont l'assurance fournit la contre valeur, étaient
« payées des deniers de Scheffler (bénéficiaire.) »

§ V. — Paiement des primes par un tiers.

De même, le droit de mutation n'est pas exigible, lors que les primes ont été acquittées par un tiers autre que le bénéficiaire ou le contractant; en continuant le paiement des primes, le tiers devient contractant et, en fait, le véritable assuré; le décès du souscripteur de la police n'est que l'évènement qui fixe la date d'exigibilité du capital, l'assurance s'étant transformée en une assurance sur la tête d'un tiers.

CHAPITRE II

DECES DE L'ASSURE

Si l'exigibilité des droits de mutation par décès est subordonnée à la gratuité de l'assurance, elle est également soumise à une deuxième condition ; il faut que les sommes, rentes ou émoluments quelconques, provenant d'un contrat d'assurance soient versés au bénéficiaire à raison du décès de l'assuré.

Et par assuré, on entend la personne qui souscrit la police et contracte envers la Compagnie l'obligation de payer les primes et non pas celle sur la tête de laquelle l'assurance est contractée par un tiers ; les travaux préparatoires de la loi du 21 juin 1875 ne laissent aucun doute à cet égard.

Il en résulte que sont exclues de la sphère d'application de la loi, les assurances en cas de vie et les assurances en cas de décès d'un tiers.

SECTION I

ASSURANCE EN CAS DE VIE

L'assurance en cas de vie est celle par laquelle le contractant stipule soit à son profit, soit au profit d'un tiers, le paiement d'un capital ou d'une rente, dans le cas où lui-même ou le tiers vivraient à une époque dé-

terminée, le décès du bénéficiaire avant cette date ayant pour résultat de libérer l'assureur.

a) *Assuré bénéficiaire.*

Si l'assurance est contractée sur la tête de l'assuré lui-même, celui-ci recueille à l'échéance le capital assuré sans qu'aucun décès ne se soit produit; il est évident que dans cette hypothèse, il ne peut y avoir lieu à la perception du droit de mutation par décès; si l'assuré décède avant l'échéance, la Compagnie n'est débitrice d'aucune somme.

b) *Tiers bénéficiaire.*

Lorsqu'un tiers est désigné comme bénéficiaire, l'opération équivaut à une libéralité ou à une dation en paiement, suivant qu'elle est à titre gratuit ou onéreux, le tout soumis à la condition d'existence du tiers à l'époque déterminée; mais qu'il s'agisse d'une libéralité ou d'une dation en paiement, aucun droit d'enregistrement n'est exigible, puisque la police n'est pas obligatoirement soumise à la formalité.

c) *Existence d'un tiers. — Prédéces de l'assuré.*

L'assurance peut être contractée sur la tête d'un tiers, en sorte que le capital est dû, soit à l'assuré ou à ses héritiers, soit à une personne désignée, si le tiers est vivant à une époque déterminée, les primes cessant d'être dues au décès du stipulant.

Lorsque l'assuré recueille lui-même le bénéfice de l'assurance, celui-ci lui est acquis à titre onéreux.

Si le capital est payé à un tiers, la mutation se réa-

lise entre vifs et échappe, par conséquent, au droit de mutation.

Une solution de l'Administration du 24 août 1896 (J. E. 25166), accepte cette interprétation : « L'impôt, « porte cette solution, n'est acquis au Trésor que si le « capital assuré est dû à raison du décès de l'assuré, « c'est-à-dire quand ce décès est l'événement, en vertu « duquel le bénéficiaire de la police peut réclamer de « l'assureur le paiement de la somme ou de la rente « convenue. Au cas particulier, alors surtout que les « polices ont été contractées chacune, moyennant une « prime unique payée comptant, la mort de M. L... n'a « produit aucun effet de ce genre; elle n'a même pas « eu pour conséquence de rendre définitifs et de mettre à l'abri de la déchéance des contrats qui auraient « été jusqu'alors subordonnés au paiement de primes « périodiques. Cette mort reste sans influence sur la « réalisation ultérieure des contrats d'assurance; que ce « soit Mme veuve L... ou les enfants désignés dans la « police, qui touchent les capitaux assurés, s'ils deviennent exigibles, il demeure certain que ces capitaux « seront dus et payés par l'assureur, non pas à raison « du décès de M. L..., mais à raison de l'existence à la « date fixée des enfants assurés. Or, cela suffit pour « que l'affaire ne rentre pas dans les termes de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875, qui assujettit au « droit de mutation par décès les sommes dues par l'assureur, à raison du décès de l'assuré et qui, comme « les textes des lois fiscales, doit être interprété littéralement. »

Mais l'assuré peut décéder sans que cet événement

modifie les obligations de l'assureur : si le tiers vit à l'époque prévue, la Compagnie paiera le capital promis au bénéficiaire désigné ou aux héritiers du stipulant; toutefois, dans ce cas, on peut se demander s'il ne faut pas comprendre dans la succession de l'assuré les sommes versées par l'assureur.

Ecartons d'abord l'hypothèse de la police souscrite au profit d'une personne nominativement désignée; le bénéfice de l'assurance lui appartient, quels que soient les événements qui puissent survenir, sous la seule condition de survie du tiers.

La situation est différente, si l'assurance est contractée au profit de l'assuré ou en cas de prédécès au profit de ses héritiers; tant que l'échéance du terme n'est pas arrivée, la créance contre l'assureur reste conditionnelle, mais la condition de survie du tiers se réalisant, la Compagnie d'assurances versera aux ayants-droit de l'assuré l'indemnité stipulée au contrat et cette indemnité, ils la recueillent en leur qualité d'héritiers; il y a par suite rentrée de cette valeur dans l'hérédité et le droit de mutation devient exigible comme il le serait pour toute autre créance; une déclaration de succession complémentaire doit être souscrite dans les six mois de l'événement ayant entraîné l'exigibilité du capital assuré.

SECTION II

ASSURANCE EN CAS DE DÉCÈS D'UN TIERS

L'assurance contractée sur la tête d'un tiers est celle dont le capital est exigible au décès de ce tiers.

a) *Assuré bénéficiaire.*

Si l'assurance est payable au contractant, celui-ci reçoit ce qu'il a stipulé pour lui-même et, au décès du tiers, il ne s'opère aucune transmission de ce dernier au souscripteur ; le décès du tiers n'intervient que pour déterminer le terme d'exigibilité du capital promis.

b) *Tiers bénéficiaire.*

Si le bénéficiaire est une personne autre que le souscripteur, le contrat peut constituer une libéralité indirecte à son égard, mais cette libéralité n'est pas subordonnée à l'événement du décès de l'assuré ; elle échappe par suite au droit de mutation.

c) *Prédéces de l'assuré.*

Le décès du contractant, antérieurement à celui du tiers, donne lieu à plus de difficultés ; il est des hypothèses où l'impôt de succession peut être dû, mais ce sera, remarquons-le, en vertu des principes généraux qui régissent les mutations par décès et non en vertu de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875.

Si l'assurance est contractée au profit d'un bénéficiaire nominativement désigné, nous sommes en présence d'un cas analogue à celui envisagé en cas de vie d'un tiers ; alors même que l'assuré meure avant le tiers, il n'y a aucune mutation passible de l'impôt.

Lorsque le bénéfice de l'assurance est stipulé payable à l'assuré lui-même ou à ses héritiers, son patrimoine

comprend une créance contre l'assureur, dont l'échéance est plus ou moins lointaine, mais dont l'existence en tous cas est certaine; cette créance, comme toutes les autres valeurs successorales, doit être comprise dans la déclaration de succession du souscripteur de la police.

La difficulté consiste à déterminer la quotité de cette créance, qui est susceptible d'être assujettie au droit de mutation

En effet, dans les assurances vie entière, les primes doivent être payées jusqu'au décès du tiers sur la tête duquel l'assurance est contractée.

Au décès de l'assuré, une fraction plus ou moins importante du capital est acquise à la succession, mais en raison de l'impossibilité où l'on se trouve de déterminer la date exacte d'exigibilité de la créance, on ne peut calculer d'une manière précise sa valeur réelle.

En fait, quand s'ouvre la succession du contractant, plusieurs éventualités peuvent se présenter.

Si les trois premières primes n'ont pas été acquittées, le contrat est résolu de plein droit, les primes versées restant acquises à l'assureur à titre d'indemnité de résiliation.

Au contraire, lorsque les trois premières primes ont été payées, les héritiers ont le droit d'opter entre trois partis : le rachat, la réduction ou la continuation de l'assurance.

La majorité des auteurs admet que la valeur à déclarer dépend de la solution à laquelle s'arrêtent les héritiers.

1° *Remboursement de la valeur de rachat.* — Lorsque les héritiers de l'assuré demandent le remboursement de

la valeur de rachat, la Compagnie leur ristourne la partie des primes payées par le souscripteur de la police correspondant à sa réserve, c'est-à-dire à l'excédent des primes versées pendant les premières années sur la valeur réelle des risques; cette indemnité, qui représente à peine le quart de la totalité des primes payées, sans addition d'intérêts, se nomme « valeur de rachat »; c'est, toutefois, la somme ainsi recueillie qui doit servir de base à la liquidation de l'impôt, puisque c'est le seul avantage que les héritiers retirent du contrat d'assurances.

2° *Réduction de l'assurance.* — Lorsqu'ils optent pour la réduction de l'assurance, il se conclut entre eux et l'assureur un nouveau contrat dans les conditions prévues à la police primitive, moyennant une prime unique égale à la somme dont ils auraient pu exiger le remboursement immédiat; le droit de mutation est calculé sur la fraction de capital acquise au décès de l'assuré, déterminée par une déclaration estimative des parties; c'est une valeur qui diffère nécessairement de la valeur de rachat.

3° *Continuation de l'assurance.* — Enfin, lorsque les héritiers poursuivent le paiement des primes pour recevoir intégralement le capital promis à l'évènement du décès du tiers, la valeur de l'assurance est également déterminée par une déclaration estimative des parties.

Toutefois, dans ce cas, l'Administration décide que l'évaluation ainsi faite ne saurait être inférieure à la valeur commerciale de la police, c'est-à-dire au prix moyennant lequel le bénéfice pourrait en être cédé à un tiers; elle décide, en outre, que cette valeur commer-

ciale doit ,au moins, être égale au montant des primes payées. (Solut. du 15 avril 1889, R. P. 7293).

« En effet, déclare-t-elle dans cette solution, les primes ont été calculées de façon que leur capitalisation et celle des intérêts produisent, avec un bénéfice suffisant pour la Compagnie, le capital assuré. Celles qui ont été payées constituent donc la valeur minima de l'assurance, puisque en négligeant les intérêts dont profite la Compagnie, elles ne représentent qu'une partie de ce capital et, qu'en outre, étant calculées sur une durée probable de la vie de l'assuré, on ne tient pas compte ainsi du prédécès de ce dernier. »

Les motifs sur lesquels repose cette solution ne nous paraissent pas rigoureusement exacts : il peut se faire, en effet, que le capital assuré soit inférieur à la totalité des primes payées ; il suffit que la personne sur la tête de laquelle est contractée l'assurance jouisse d'une longévité supérieure à celle prévue par les tables de mortalité.

De même on ne peut poser en principe que la fraction du capital acquise au décès du stipulant est toujours égale au montant des primes ; en réalité, la valeur de l'assurance dépend de circonstances de fait, dont l'appréciation est de nature à l'augmenter ou à la diminuer ; ce sont ces circonstances qui déterminent la véritable valeur commerciale de la police et il n'y a pas lieu, à notre avis, de rechercher si cette valeur se trouve inférieure ou supérieure au total des primes.

,D'autre part, M. Dumaine (du contrat d'assurances sur la vie n° 105), émet l'opinion que les héritiers de l'assuré, lorsqu'ils optent pour la réduction ou la continua-

tion de l'assurance, n'ont aucun droit de mutation à payer immédiatement au décès de leur auteur; tant que le tiers vit, ils n'ont qu'un droit conditionnel à faire valoir contre la Compagnie d'assurances; c'est seulement à la mort de ce tiers que leur droit se trouve consolidé et que le capital assuré constitue un bien rentré dans l'hérédité; c'est donc dans les six mois de la réalisation de cet événement, qu'ils sont tenus d'en faire la déclaration à l'administration de l'Enregistrement.

Cette doctrine, qui tend à ajourner au décès du tiers le paiement de l'impôt ne semble pas très suivie; en effet, l'article 4 de la loi du 22 Frimaire an VII assujettit au paiement immédiat des droits de mutation toutes les valeurs composant le patrimoine du défunt; or, la seule condition suspensive de l'obligation de l'assureur est le paiement régulier des primes; si celles-ci ont été acquittées jusqu'au décès du contractant, la Compagnie se trouve, d'ores et déjà, tenue à son égard; il en résulte que la créance des héritiers n'est nullement une créance éventuelle et qu'elle doit être comprise dans la déclaration de succession de l'assuré.

D'ailleurs nous ne saurions adopter, du moins entièrement, les solutions qui précèdent.

La valeur à déclarer étant celle de l'assurance au décès du contractant, nous estimons que la décision que prennent les héritiers à son sujet doit rester sans influence sur la détermination du capital imposable; en effet, pour le calcul des droits de mutation, on doit considérer le patrimoine du défunt, tel qu'il existe à l'instant même du décès, sans tenir compte des faits postérieurs qui peuvent venir le modifier, notamment de l'emploi que

les héritiers se proposent de faire des biens qui le composent.

Or, dans l'espèce envisagée, la succession de l'assuré comprend une créance sur l'assureur, exigible au décès d'un tiers. Si les héritiers restent inactifs et cette inaction doit être supposée pour calculer la valeur acquise, ils seront crédités par la Compagnie du montant du capital qu'elle serait tenue de leur payer pour une assurance contractée au jour du décès de l'assuré, sur la tête du même tiers, moyennant une prime unique égale à la valeur de rachat de la police. Ce capital, qui n'est autre que la valeur de réduction, et qui se détermine d'après des calculs invariables, représente, par suite, la valeur la plus exacte de l'assurance au décès de l'assuré; c'est donc lui qui doit servir de base à la liquidation des droits de mutation.

Cette solution nous semble la plus équitable et, en même temps, la plus conforme aux principes généraux du Droit fiscal. Si, en effet, les héritiers continuent le paiement des primes, ils donnent au contrat une valeur nouvelle qu'il n'avait pas au moment du décès de l'assuré; il intervient un élément nouveau, dont on doit faire abstraction; s'ils optent pour l'encaissement immédiat de la valeur de rachat, ils sortent des termes du contrat; ils consentent l'abandon d'une partie du capital pour le recevoir par anticipation; ils escomptent le montant de l'assurance et se trouvent dans une situation analogue à celle que l'on rencontre dans les assurances à terme fixe; en effet, dans un cas comme dans l'autre, il dépend de la succession de l'assuré une créance dont l'exigibilité est reportée dans l'un, à une date fixe,

dans l'autre à l'événement du décès d'un tiers ; or, nous verrons que dans les assurances à terme fixe, la faculté d'escompte laissée au bénéficiaire ne modifie en rien la perception de l'impôt ; la valeur imposable est celle que recueille le bénéficiaire sans aucune intervention personnelle de sa part.

Au surplus, il y a contradiction à assujettir au droit de mutation des sommes différentes, suivant que les héritiers optent pour le rachat ou la réduction de l'assurance ; si la valeur de rachat doit être acceptée dans le premier cas, elle doit l'être également dans le second ; les héritiers ont, en effet, la possibilité de recevoir de la Compagnie le montant de la valeur de rachat et de la remplacer immédiatement sur la tête du même tiers, de manière à recevoir une somme égale à celle qu'ils auraient recueillie en cas de réduction.

d) Assurance contractée par un époux commun en bien à son profit sur la tête de son conjoint.

Il est encore une hypothèse où le droit de mutation est dû, alors que le capital est exigible à raison, non du décès de l'assuré, mais du décès d'un tiers ; c'est le cas qui se présentait dans l'espèce soumise au Tribunal de Sancerre, le 8 mai 1922 (R. E. 7574) :

Une femme commune en biens acquêts avait contracté à son profit sur la tête et avec l'autorisation de son mari, une assurance de cent mille francs ; l'assurance ainsi contractée ne faisait pas partie de la succession du défunt ; le mari, sur la tête duquel l'assurance avait été souscrite, n'avait pas la qualité d'assuré ;

les dispositions de la loi du 21 juin 1875 ne lui étaient pas applicables.

Mais la question se posait de savoir si le capital assuré était un propre de la femme ou un bien de communauté.

Il est de règle que les époux ne peuvent, en dehors des conditions prescrites pour le emploi, se créer de propres pendant la communauté au moyen de deniers communs, étant donné qu'il leur est interdit de s'enrichir au détriment de la communauté et, qu'en outre, cet enrichissement serait contraire au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales.

La femme ne pouvait donc pas être réputée posséder en propre le capital assuré; le bénéfice de l'assurance devait, par suite, être considéré comme valeur de communauté et à ce titre être compris dans la déclaration de succession; le droit de mutation était dû sur la part de capital revenant au mari en tant que commun en biens; c'est en ce sens que s'est prononcé le Tribunal de Sancerre.

CHAPITRE III

LIQUIDATION DES DROITS DE MUTATION

SECTION I

DÉTERMINATION DU BÉNÉFICIAIRE DE L'ASSURANCE

Il importe, autant en droit fiscal qu'en droit civil, de déterminer avec précision le bénéficiaire du contrat d'assurances; la loi du 25 février 1901 prescrit de liquider les droits de mutation sur la part nette recueillie par chaque ayant droit; il faut donc distinguer suivant que la police est souscrite au profit de bénéficiaires indéterminés ou de bénéficiaires nominativement désignés.

§ I. — Bénéficiaires indéterminés.

Si l'assurance est contractée au profit de l'assuré, de ses héritiers ou ayants droit ou de personnes incertaines, le capital, nous l'avons vu, fait réellement partie de la succession; les héritiers le recueillent à titre de successeurs, à l'égal d'une créance qui aurait été due à leur auteur et exigible à son décès.

Le montant de l'assurance suit le sort des autres valeurs successorales; chaque ayant droit en recueille une part déterminée par sa vocation héréditaire; le suc-

cessible renonçant y perd tout droit; au point de vue fiscal comme au point de vue civil, cet élément d'actif se trouve confondu avec les autres biens de la succession.

C'est donc en vertu de la loi fondamentale du 22 Frimaire an VII que les droits de mutation sont dûs et non en vertu de la loi spéciale du 21 juin 1875.

La principale difficulté consiste à définir les cas où l'on se trouve en présence de bénéficiaires indéterminés; de nombreuses controverses se sont élevées, sur les termes employés à cet égard dans les polices; à défaut de désignation précise du bénéficiaire, il faut suivre les indications résultant de l'état actuel de la jurisprudence.

a) *Héritiers. — Ayants droit.*

Les formules héritiers, ayants droit ont toujours été considérées comme attributives du capital à la succession; il en est de même de cette autre : mes héritiers directs ou à mon ordre ou à toute autre personne qui sera désignée. (Cass. civ., 10 février 1880. D. P. 80.1. 169).

b) *Enfants.*

Si le capital est payable aux enfants de l'assuré sans autre désignation, la question reste incertaine; un arrêt de la Cour de Nancy du 25 février 1882 (J. A. 1882, p. 139), confirmé purement et simplement par un arrêt de la Cour de cassation du 2 juillet 1884 (D. P. 85.1.150), a décidé que le contractant, en stipulant au profit de ses enfants, n'avait en vue que les enfants existant au moment du contrat, que les expressions employées n'avaient

s'appliquaient ni à des personnes futures ni à des personnes incertaines et qu'il s'agissait, par suite, de personnes nommément désignées.

La Cour de Douai, dans un arrêt du 14 août 1890 (D. P. 1892. 1. 205), s'est prononcée dans le même sens et a considéré comme faite en faveur de bénéficiaires déterminés la stipulation au nom des trois enfants de l'assuré.

c) *Enfants à naître.*

Lorsque l'assurance est contractée au profit d'enfants à naître, une jurisprudence constante et bien établie décide qu'elle est nulle, en ce qui concerne ces enfants, par application de l'article 906 du Code civil.

La plupart des auteurs critiquent vivement cette solution qui, disent-ils, empêche la réalisation d'intentions fort louables. A l'appui de leur argumentation, ils invoquent deux textes, dans lesquels le Code civil accorde, dans une certaine mesure, des droits à des enfants non conçus, les articles 1048 et 1082 du Code civil; ils invoquent également un arrêt de la Cour de Caen du 15 novembre 1906 (S. 1907. 2. 313) qui permet aux libéralités indirectes d'échapper à la règle de l'article 906 du Code civil.

Quoiqu'il en soit, la jurisprudence maintient son point de vue et considère le bénéfice de l'assurance comme dépendant du patrimoine de l'assuré.

d) *Enfants nés et à naître.*

Dans la pratique, l'assurance se présente le plus souvent sous forme différente de celle sous laquelle nous

venons de l'examiner; généralement en effet, elle est contractée au profit d'enfants nés et à naître.

Une jurisprudence qui paraît aussi ferme que la précédente annulle les stipulations faites en ce sens, tant à l'égard des enfants déjà nés que des enfants à naître et déclare que le capital doit tomber, purement et simplement, dans la succession de l'assuré. (Req., 7 mars 1893, D. P. 94. 1. 77).

§ II. — Bénéficiaires déterminés.

Le législateur de 1875 ne se préoccupait d'ailleurs pas de ces assurances; il avait spécialement en vue les contrats souscrits au profit de bénéficiaires nominativement désignés.

Nous avons rappelé les divergences qui existaient à ce sujet, antérieurement à la loi du 21 juin 1875; actuellement, et d'après les dispositions de cette loi, le capital assuré est toujours soumis à l'impôt et, au point de vue de la liquidation des droits de mutation, il est assimilable à un legs particulier.

Le bénéficiaire de l'assurance est-il héritier donataire ou légataire de l'assuré, le capital versé par l'assureur s'ajoutera à la part qu'il recueille à l'un ou l'autre de ces titres et il paiera les droits de mutation sur le montant global.

Est-il étranger à la succession, le montant de l'assurance constitue son seul droit; il sera déclaré comme tel et l'impôt sera calculé au taux afférent au degré de parenté existant entre le bénéficiaire et l'assuré.

L'assuré a toute latitude pour désigner un bénéficiaire

de son choix ; tantôt l'assurance est attribuée à un seul bénéficiaire, tantôt à plusieurs, conjointement entre eux ; tantôt enfin, la police contient la désignation de bénéficiaires successifs.

a) *Bénéficiaires conjoints.*

La police prévoit parfois l'attribution du bénéfice de l'assurance à plusieurs bénéficiaires ; dans ce cas la répartition se fait d'après les stipulations de la police et à défaut d'indications de parts, le capital se divise en parts égales. Les droits de mutation doivent être perçus en conséquence.

Si les bénéficiaires sont en même temps les héritiers de l'assuré, il faut suivre les indications contenues dans la police et non les règles régissant la dévolution de la succession.

Si l'un des bénéficiaires meurt avant que ne s'ouvrent ses droits, la part lui revenant ne saurait, à défaut de stipulation formelle, être transmise à ses héritiers ; sa part accroît aux survivants.

b) *Bénéficiaires successifs.*

Lorsque le capital est payable à une date fixe, après le décès de l'assuré, la police désigne généralement plusieurs bénéficiaires successifs ; dans les contrats de cette nature, la mort de l'assuré met fin à l'exigibilité des primes, mais elle n'a aucune influence sur l'exigibilité du capital.

Cependant, alors même que l'indemnité d'assurance

n'est payable que dans un délai plus ou moins éloigné, elle n'en doit pas moins être comprise immédiatement dans la déclaration de succession de l'assuré, mais en raison de l'existence de plusieurs bénéficiaires, la question se pose de savoir à quel tarif les droits de mutation seront calculés.

Deux thèses, à cet égard, sont en présence et on n'est pas d'accord sur la nature du droit du premier bénéficiaire désigné. Recueille-t-il le bénéfice de l'assurance sous condition résolutoire, les autres bénéficiaires n'étant appelés que sous condition suspensive, la situation est très claire; le rapport de droit naît immédiatement; il n'y a d'incertitude que sur le point de savoir s'il subsistera ou sera résolu; en attendant, l'attribution produit tous ses effets, comme si elle était pure et simple; la créance contre la Compagnie existe dans le patrimoine du bénéficiaire premier appelé; c'est, par suite, à lui de payer les droits de mutation par décès.

Admet-on, au contraire, que le droit du premier bénéficiaire est subordonné à une condition suspensive, son droit au bénéfice de l'assurance constitue une simple espérance; en fait, la créance contre l'assureur réside dans le patrimoine de l'assuré; elle appartient à ses héritiers sous la condition résolutoire de survie du premier appelé; c'est à eux qu'incombe le paiement des droits de mutation au taux applicable à leur degré de parenté avec le défunt.

La Régie semble adopter la première solution; elle soutient que l'assurance à terme fixe confère au bénéficiaire premier appelé un droit de propriété affecté d'une condition résolutoire et que le droit de mutation

par décès, exigible au décès du souscripteur de la police, doit être liquidé au tarif afférent au degré de parenté du bénéficiaire.

Cette doctrine, énoncée dans une solution du 15 avril 1889 (R. P. 7293), a été admise par un jugement du Tribunal de Saint-Flour du 4 février 1892 (R. E. 112) ; dans cette espèce, l'assurance avait été souscrite par l'assuré au profit de sa femme, à défaut de celle-ci au profit de l'un de ses enfants, à défaut de ce dernier, au profit de ses héritiers ; le Tribunal a décidé que les droits devaient être liquidés au tarif applicable aux mutations entre époux ; le principal motif qu'il invoque est que le bénéficiaire « pourrait, dès aujourd'hui, céder « cette créance par un contrat à titre onéreux et en « retirer un profit actuel ; qu'il n'est donc pas douteux « que son patrimoine ne soit augmenté par la libéralité « de son mari. »

Cet argument ne nous paraît pas très convaincant ; la même faculté appartient, en effet, aux autres appelés ; ils peuvent toujours céder le droit qu'ils possèdent, mais quel que soit le cédant, la cession ne peut être que conditionnelle.

Aussi, à notre avis, le véritable bénéficiaire est celui dans le patrimoine duquel entre l'assurance et qui la transmet légalement à ses héritiers ; ce ne peut être le premier bénéficiaire puisque son décès anticipé a pour effet de résoudre son droit ; tant que la condition de sa survie ne s'est pas réalisée, la propriété de l'assurance repose sur la tête des héritiers de l'assuré, qui doivent la comprendre dans la déclaration de succession souscrite par eux ; c'est en ce sens que s'est prononcé le

Tribunal de Bordeaux dans un jugement du 6 avril 1908 (R. E. 4732).

« Attendu, déclare-t-il, que dans l'espèce, la demoiselle
« Raimbault (première appelée), venant à décéder avant
« le terme fixé par le contrat, ne transmettrait pas son
« droit à ses héritiers, le bénéfice de l'assurance devant
« être recueilli par les héritiers de l'assuré; que ces der-
« niers sont, en réalité, bénéficiaires sous la condition
« résolutoire de la survie de l'opposante; que c'est donc
« à tort que le receveur a refusé de percevoir les droits
« de succession sur la déclaration faite par eux, qu'ils
« étaient bénéficiaires d'une assurance de cinquante
« mille francs, et l'Administration a eu tort, à son tour,
« d'engager le procès. »

Toutefois, si l'impôt étant payé au tarif afférent au degré de parenté existant entre l'assuré et ses héritiers, le bénéficiaire premier appelé vit à l'époque prévue et recueille l'assurance, il est tenu dans les six mois de l'échéance, qui rend ses droits définitifs, de souscrire une déclaration de cette valeur et de payer l'impôt selon son degré de parenté avec l'assuré; mais les droits de mutation acquittés lors du décès du souscripteur de la police seront imputés sur ceux que l'échéance du terme a rendus exigibles; si ces droits sont inférieurs à ceux qui ont été payés, la Régie sera tenue d'en restituer la différence.

§ III. — Renonciation au bénéfice de l'assurance.

De toute évidence, les bénéficiaires d'une assurance sur la vie ne sont tenus au paiement des droits de mu-

tation, que s'ils acceptent la stipulation faite à leur profit.

Si l'assurance est contractée au profit de bénéficiaires indéterminés, les héritiers de l'assuré peuvent y renoncer en renonçant à la succession; mais ils ne peuvent limiter leur renonciation au seul bénéfice de l'assurance, puisque cet acte équivaldrait à une renonciation partielle de la succession. Le bénéficiaire désigné peut également après le décès du souscripteur de la police refuser de profiter de l'assurance; à cet effet, il n'a pas besoin, en droit, de renoncer, il lui suffit de ne pas accepter; mais dès qu'il a fait, soit avant, soit après le décès de l'assuré, un acte emportant acceptation, il ne peut plus s'en désister.

En présence d'une renonciation au bénéfice d'une assurance sur la vie, on peut se demander comment l'impôt de succession sera liquidé?

On sait, en effet, qu'en vue d'empêcher des fraudes préjudiciables au Trésor, l'article 51 de la loi du 13 juillet 1925 a édicté « qu'en cas de renonciation à une succession, à un legs ou à une donation, le droit de mutation par décès, exigible sur les biens qui, par l'effet de la renonciation, adviennent aux héritiers, donataires ou légataires acceptants, ne peut pas être inférieur à celui qui aurait été dû par le renonçant, s'il avait accepté. »

Ce texte n'apporte aucune dérogation à la règle d'après laquelle l'héritier qui renonce est censé n'avoir jamais été héritier, non plus qu'à l'une de ses principales conséquences en Droit fiscal, à savoir que l'héritier renonçant ne doit pas l'impôt de mutation par décès; il

dispose simplement que les droits exigibles sur les biens faisant l'objet de l'accroissement, de la dévolution ou du legs répudié ne pourront désormais être inférieurs à ceux que l'héritier, le donataire ou le légataire renonçants auraient personnellement acquittés, s'ils avaient accepté.

Doit-on étendre l'application de cette règle à l'émolument d'assurance auquel le bénéficiaire a renoncé?

Si le capital assuré est compris dans la succession comme ayant été souscrit au profit de bénéficiaires indéterminés, il suit le sort des autres valeurs héréditaires; si donc, par suite d'une renonciation de certains héritiers, la part des autres se voit accrue, les biens ainsi recueillis par ces derniers seront assujettis à un droit qui ne saurait être inférieur à celui qui aurait été acquitté par les renonçants.

Si, au contraire, le bénéfice de l'assurance profite aux héritiers naturels de l'assuré par suite de la renonciation du bénéficiaire désigné, on ne saurait, croyons-nous, faire état des dispositions de l'article 51 de la loi du 13 juillet 1925.

En effet, au point de vue de la perception des droits de mutation par décès, le montant de l'assurance est assimilable à un legs particulier; l'assimilation cependant n'est pas absolue : d'une part, le bénéfice de l'assurance est acquis au bénéficiaire, non pas à proprement parler, à raison du décès de l'assuré, mais en vertu d'un contrat antérieur à ce décès; d'autre part, qu'elle soit faite avant ou après le décès de l'assuré, les effets de la renonciation remontent rétroactivement au jour de la désignation du bénéficiaire : il n'y a donc pas renoncia-

tion à un droit recueilli dans la succession de l'assuré, ni, par suite, accroissement, ni dévolution au profit de ses héritiers puisque, en fait, la créance contre la Compagnie d'assurance n'a jamais cessé d'exister dans son patrimoine.

Ces considérations excluent, à notre avis, l'application de l'article 51 de la loi du 13 juillet 1925 et, pour notre part, nous estimons que les bénéficiaires effectifs de l'assurance devront le droit de mutation calculé uniquement en raison de leur degré de parenté avec le défunt.

Ajoutons qu'en toutes hypothèses l'article 51 de la loi du 13 juillet 1925 n'est pas applicable aux héritiers en ligne directe.

SECTION II

VALEUR IMPOSABLE DU BÉNÉFICE

Le droit de mutation est perçu sur l'émolument réellement recueilli par le bénéficiaire; il n'y a pas à s'arrêter aux doctrines de Droit civil qui considèrent le montant des primes payées par l'assuré comme constituant l'objet de la libéralité; la loi fiscale est formelle à cet égard : « Sont considérés pour la perception des droits de mutation, comme faisant partie de la succession de l'assuré, les sommes, rentes ou émoluments dus par l'assureur. »

§ I. — Capital réduit.

De même, il n'y a à tenir compte du capital stipulé au contrat; si, pour une raison quelconque, il intervient une réduction de ce capital, c'est la somme versée en fait

par la Compagnie d'assurances, qui est assujettie à l'impôt; la Régie n'a d'ailleurs aucun contrôle à exercer sur les causes de cette réduction; elle est simplement en droit d'exiger qu'on lui justifie des sommes recueillies par le bénéficiaire.

Les réductions de capital proviennent généralement d'une transaction intervenue entre l'assureur et les bénéficiaires. Les Compagnies ayant établi leurs prévisions d'après les conditions normales de la vie, se réservent le droit de ne pas payer l'émolument promis dans le cas où l'assuré décèderait par mort violente, suicide ou autrement, ou au cours d'un voyage pour lequel une prime supplémentaire était due; quand un fait de cette nature se produit, il intervient le plus souvent une transaction entre les bénéficiaires et la Compagnie, celle-ci ne consentant à verser qu'une fraction du capital assuré.

Par application de la loi du 21 juin 1875, le droit de mutation n'est dû que sur la fraction ainsi payée.

§ II. — Participation aux bénéfices.

Le taux de mortalité des tables sur lequel est basé le taux des primes est souvent supérieur à celui que révèle la réalité; il en résulte, pour les Compagnies d'assurances, un supplément de bénéfices qu'elles ristournent parfois à leurs adhérents; pour ne pas modifier leurs tarifs, elles ont imaginé le système de la participation aux bénéfices.

Cette participation se réalise de trois manières, au gré de l'assuré : en numéraire, ou par imputation sur

la prime, ou comme augmentation de prime aboutissant à une augmentation de capital.

L'imputation sur la prime n'a aucune influence sur le montant du capital assuré.

Quand la répartition a été accordée sous forme d'augmentation de capital, ce supplément se confond avec le capital lui-même et est imposable au même titre.

Quand l'assuré a opté pour le paiement en numéraire, et que ce paiement a lieu après son décès, on considère que cette somme n'est pas comprise dans l'assurance; elle appartient aux héritiers de l'assuré, et doit être assujettie au droit de mutation, comme toute valeur successorale ordinaire.

§ III. — Rente viagère.

Les polices d'assurances stipulent parfois, au profit du bénéficiaire, le service d'une rente au lieu du paiement d'un capital; aux termes mêmes de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875, cette rente se trouve assujettie au paiement des droits de mutation par décès.

La difficulté consiste à déterminer le chiffre sur lequel l'impôt sera liquidé, c'est-à-dire la valeur de la rente; la loi du 21 juin 1875 n'a rien prescrit quant à cette détermination; il faut donc se référer aux principes généraux du Droit fiscal et, notamment, aux règles édictées par la loi du 22 Frimaire an VII. Or, l'article 14 de cette loi établit de la manière suivante les règles de perception :

« Article 14. — La valeur de la propriété, de l'usu-fruit et de la jouissances des biens meubles, est déter-

« minée pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit, savoir :

« 6° Pour les créations de rentes, soit perpétuelles, soit viagères ou de pensions, aussi à titre onéreux par le capital constitué et aliéné.

« 7° Pour les cessions ou transports desdites rentes ou pensions, et pour leur amortissement ou rachat par le capital constitué, quel que soit le prix stipulé pour le transport ou l'amortissement.

« 9° Pour les rentes et pensions créées sans expression de capital, leur transport et amortissement, à raison d'un capital formé de vingt fois la rente perpétuelle, et de dix fois la rente viagère ou la pension, et quel que soit le prix stipulé pour le transport ou l'amortissement. »

La loi de Frimaire fait donc une distinction, suivant qu'il s'agit d'une rente pour laquelle un capital a été constitué et aliéné, ou d'une rente créée sans expression de capital; dans le premier cas, c'est le montant du capital aliéné qui est imposable; dans le second, on recourt à l'évaluation forfaitaire.

Faisons l'application de ces principes aux rentes viagères dues en vertu de contrats d'assurances qui proviennent de deux modes de constitution.

a) *Constitution de rente moyennant le paiement d'une prime unique.*

La rente peut avoir été constituée moyennant le paiement d'une prime unique; dans ce cas, on considère en général, que cette prime unique constitue le capital

aliéné. C'est, en effet, le paiement de cette prime qui forme la contre-partie de l'obligation de l'assureur; il en résulte qu'au décès de l'assuré, lorsque s'ouvre le droit du bénéficiaire de la rente, l'impôt doit être perçu sur le montant de cette prime.

Cette façon de procéder a été admise par la Régie dans une solution du 30 mars 1900 (J. E. 26046) : « Ce mode d'évaluation, porte cette solution, n'a rien de contraire à la disposition de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875, qui, en considérant pour la perception du droit de mutation par décès comme faisant partie de la succession d'un assuré, les rentes dues par l'assureur, à raison du décès de l'assuré, s'est borné à préciser la nature des biens héréditaires passibles de l'impôt, sans fixer pour la matière imposable, une base d'évaluation s'écartant des règles posées à cet égard par la loi organique du 22 Frimaire. »

Et pourtant, cette méthode paraît devoir être contestée : on a fait observer que si la prime unique représente le prix du risque, elle ne constitue pas la valeur réelle de l'assurance; ce prix, dit-on, n'a pu être consenti par l'assureur qu'en raison de la multiplicité des opérations analogues qu'il effectue; c'est, en réalité, un prix moyen qui est tantôt trop faible, tantôt trop fort, suivant les événements qui se produisent ultérieurement; on en tire cette conclusion que le seul mode de détermination de la valeur de la rente est la capitalisation par 10 des arrérages.

Une semblable argumentation appelle des réserves, car de quelque manière que l'on procède, on ne peut déterminer d'une façon certaine la valeur réelle de la

rente; les rentes viagères, en effet, n'ont pas de valeur fixe, l'aléa étant essentiellement de leur nature; il importe peu, par conséquent, que dans le calcul de la prime unique, l'assureur tienne compte de l'ensemble des risques à couvrir; la prime n'en est pas moins la somme versée par l'assuré en vue du service de la pension; elle constitue, dès lors, le capital « constitué et aliéné », qui doit servir de base à la liquidation des droits de mutation par décès.

b) *Constitution de rente moyennant le paiement de primes périodiques.*

La doctrine précédente est-elle encore applicable, lorsque le contrat de rente viagère a été contracté moyennant le paiement de primes périodiques, en d'autres termes, doit-on considérer le montant des primes périodiques comme constituant le capital aliéné?

Certains auteurs (Maguéro, v^o succession 464) admettent l'affirmative, et avec juste raison, croyons-nous.

La Régie se prononce cependant au sens contraire, et son opinion a été adoptée par le Tribunal de Beauvais dans un jugement rendu le 11 mars 1910 (J. E. 28027).

« Attendu, porte ce jugement, qu'en admettant que
« cette solution soit exacte (Liquidation de l'impôt sur le
« montant de la prime unique), il n'en résulterait pas
« qu'on doive assimiler à cette prime unique le total des
« primes annuelles versées depuis l'époque du contrat
« jusqu'au décès du constituant; que si on admet que
« la valeur d'une assurance est représentée par la prime
« unique, exprimée ou non, elle ne saurait être repré-

« sentée aussi par le montant des primes payées, c'est-à-dire par un chiffre différent, à moins d'un hasard impossible à supposer. »

Ce jugement s'appuie sur des motifs qui nous paraissent dénués de toute valeur juridique ; il est sans importance que la prime soit payée en une ou plusieurs fois ; dans tous les cas, la rente viagère est acquise par l'aliénation des primes ; aussi, nous estimons, comme dans l'hypothèse précédente, et conformément à l'article 14, n° 7, de la loi du 22 Frimaire an VII, que le droit de mutation par décès est exigible sur le montant des primes versées pour assurer le service de la rente.

Toutefois, il peut arriver que le décès du bénéficiaire survienne, avant le paiement des droits de mutation sur le bénéfice de l'assurance. Dans ce cas, on connaît d'une manière très précise le montant des arrérages et l'Administration admet, par des considérations d'équité, que l'impôt doit être perçu sur les arrérages réellement versés. C'est, du moins, ce qu'elle a décidé dans une solution du 7 avril 1898 (J. E. 25529).

§ IV. — Rente réversible.

La rente est parfois constituée non sur la tête d'un bénéficiaire, et pour prendre cours à partir du décès de l'assuré, mais bien sur la tête de l'assuré, avec reversion au profit d'un tiers désigné, qui n'a payé aucune partie de la prime.

Un contrat de cette nature comprend, en réalité, deux stipulations :

1° D'abord, un contrat à titre onéreux entre l'assureur et l'assuré.

2° En second lieu, une stipulation pour autrui, de la part du contractant au profit du tiers.

Le bénéficiaire recueillant cette rente à titre gratuit, à raison du décès de l'assuré, il est bien certain que la transmission qui s'opère en sa faveur donne lieu à application de la loi du 21 juin 1875.

La difficulté consiste à déterminer le montant du capital imposable.

Dans une première opinion, la Régie a soutenu que le droit de mutation était dû sur l'intégralité du capital versé par l'assuré pour constituer la rente. « Aux termes de l'article 1972 du Code civil, porte la solution du 30 mars 1900 précitée, on peut constituer une rente sur plusieurs têtes, soit pour en attribuer successivement la jouissance aux personnes sur l'existence desquelles cette rente repose, soit pour en assurer les avantages à soi-même et à ses héritiers, jusqu'au décès de la dernière vivante des personnes sur la tête desquelles elle a été constituée.

« Une pareille constitution ne modifie en rien la liquidation des droits. Le paragraphe 7 de l'article 14 de la loi de Frimaire, en prenant le capital constitué comme base de l'évaluation de la rente s'applique à tous les cas, et le paragraphe 9 du même article est encore plus formel en disposant qu'il ne sera fait aucune distinction entre les rentes viagères et pensions créées sur une tête, et celles créées sur plusieurs têtes, quant à l'évaluation. »

La Régie concluait que chaque transmission par décès

devait être distinctement assujettie à l'impôt sur la valeur totale de la rente.

Une telle prétention ne laissait pas d'être abusive : elle ne tenait, en effet, aucun compte de la double nature du contrat, du caractère onéreux qu'il a à l'égard de l'assuré et du bénéfice personnel qu'il en retire. En réalité, la transmission ne porte que sur la fraction de capital aliénée pour obtenir la réversion de la rente, autrement dit, sur le prix de la réversibilité.

Aussi l'Administration n'a pas persisté dans sa manière de voir et, dans une solution du 14 mai 1902 (J. E. 26350-R. E. 3073), elle constate qu'il existe, en réalité, deux rentes bien distinctes, « l'une au profit du constituant, l'autre au profit du bénéficiaire de la clause de réversion. On ne saurait, en effet, concevoir qu'il n'existe qu'un droit incorporel, lorsqu'il y a deux personnes qui sont créancières de choses différentes. »

Ce qui est passible de l'impôt, ce n'est pas la rente viagère constituée sur la tête de l'assuré qui s'est éteinte par suite de son décès, mais la nouvelle rente créée au profit du bénéficiaire. Par suite, conclut cette instruction, « le vœu de la loi fiscale se trouve rempli dès lors que l'on soumet à l'impôt la rente dont bénéficie le tiers désigné, comme si elle était créée isolément à son profit, sous la condition de sa survie au constituant, c'est-à-dire en prenant pour base de perception le capital qui a réellement servi à la créer. »

Le droit de mutation n'est donc dû que sur le prix de la réversibilité; ce prix doit, dans la déclaration, faire l'objet d'une évaluation, conformément à l'article 16 de la loi du 22 Frimaire an VII.

§ V. — Assurance à terme fixe.

L'assurance simple, en cas de décès, prend parfois la forme dite « à terme fixe ». Dans cette combinaison, la Compagnie d'assurances s'engage à payer le montant de l'assurance à une date déterminée, le décès de l'assuré avant cette date n'ayant aucune influence sur l'exigibilité du capital, et ayant simplement pour effet de suspendre le paiement des primes.

En pareil cas, le bénéficiaire possède une créance contre l'assureur, dont le terme n'est pas encore échu, et qui n'est pas productive d'intérêts, la police lui réservant généralement la faculté d'escompter le capital, c'est-à-dire d'en recevoir immédiatement le montant, sous déduction d'un intérêt déterminé.

Quelle sera, dans ces conditions, le capital assujéti au paiement de l'impôt? Sera-ce le capital intégral ou le capital escompté? Naturellement la question ne se pose que lorsque le bénéficiaire opte pour le capital réduit.

On a pu voir dans la créance du bénéficiaire une créance alternative laissant le choix au créancier d'exiger le capital intégral ou le capital escompté; le contrat d'assurance aurait deux objets; il en résulte qu'au moment de la transmission, le droit de mutation ne serait perçu que sur la valeur la moins élevée.

Cette thèse nous paraît se heurter à de graves objections : le versement des primes par l'assuré a constitué au bénéficiaire une créance ferme contre la Compagnie; cette créance lui est définitivement et intégralement acquise par le seul fait du décès de l'assuré, nonobstant le délai d'exigibilité.

Sans doute, la police prévoit la faculté d'escompte, mais il ne s'agit là que d'une disposition accessoire, laissée à l'initiative personnelle du bénéficiaire, qui ne saurait affecter l'obligation principale dans son principe, ni par suite, modifier la base légale de l'impôt.

Le fait que la créance n'est pas productrice d'intérêts nous semble également sans importance, la loi du 22 Frimaire an VII ne faisant aucune distinction entre les créances productrices d'intérêts et celles qui n'en produisent pas. Aussi nous estimons que les droits de mutation doivent frapper l'objet réel de la transmission, c'est-à-dire le capital inscrit dans la police. C'est, d'ailleurs, en ce sens, que se prononce la jurisprudence : Prades, 22 juillet 1885 (J. E. 22655) ; Seine, 1^{er} juillet 1899 (J. E. 25875) ; Marseille, 26 janvier 1909 (R. P. 11895).

« Attendu, porte notamment le jugement du Tribunal
« de Marseille, que la faculté reconnue au bénéficiaire
« d'exiger le paiement immédiat du capital assuré,
« moyennant un escompte, n'affecte pas l'obligation
« dans son principe et ne constitue qu'une modalité se-
« condaire dont la Régie n'a pas à tenir compte pour
« la liquidation des droits. »

Enfin, alors même que le bénéficiaire opte pour le paiement intégral de l'indemnité à son échéance, il n'en doit pas moins souscrire la déclaration dans les six mois du décès de l'assuré, quel que soit l'échéance stipulée au contrat ; en effet, à la différence de la condition, le terme n'affecte pas l'existence de l'obligation ; il en retarde simplement l'exécution.

L'article 50 de la loi du 13 juillet 1925 a, toutefois,

différé le paiement des droits de mutation, à l'exclusion de la taxe successorale, jusqu'à la date des échéances, en ce qui concerne les créances nominatives venant à échéance plus de cinq ans après l'ouverture de la succession. Mais cet article ne s'applique qu'aux créances dues en vertu d'actes notariés; les assurances à terme fixe ne bénéficieront donc des dispositions de la loi, qu'autant qu'elles réuniront les conditions prescrites, c'est-à-dire qu'elles viendront à échéance plus de cinq ans après le décès de l'assuré et qu'elles seront constatées par des actes authentiques.

§ VI. — Quotité disponible et réserve.

En Droit civil, l'application au bénéfice d'une assurance sur la vie des règles de la réserve et de la quotité disponible, ne soulève aucune difficulté, lorsque l'assurance est contractée au profit de bénéficiaires indéterminés, puisque dans ce cas, le capital assuré fait réellement partie de la succession du contractant.

Au contraire, lorsque l'assurance est souscrite au profit d'un tiers, nominativement désigné, la question se pose de savoir si une pareille stipulation constitue à son égard une libéralité indirecte; si, en effet, le bénéficiaire mérite la qualification de donataire, la libéralité dont il bénéficie va se trouver soumise aux règles des donations, notamment au rapport, à la réunion fictive pour le calcul de la quotité disponible, enfin à la réduction, si elle entame cette quotité disponible.

Pour l'application de ces règles, il faut avant tout déterminer l'objet de la libéralité; sur ce point on ren-

contre une difficulté particulière, tenant à ce fait que la somme sortie du patrimoine de l'assuré n'équivaut presque jamais à celle entrée dans le patrimoine du bénéficiaire. Cette anomalie devait susciter bien des controverses, tant en doctrine qu'en jurisprudence.

I. — JURISPRUDENCE ANTÉRIEURE A 1896

Quand la question d'assurances commença à se poser, la Cour de cassation considéra le bénéficiaire comme donataire du capital assuré; cette solution était correcte, étant donnée l'analyse qu'elle donnait du contrat d'assurances; d'après elle, le droit au bénéfice d'assurance était d'abord acquis au stipulant, puis transmis par lui au tiers bénéficiaire.

Lorsque ce point de vue changea et que l'on accordât au bénéficiaire un droit direct et personnel sur l'émolument d'assurance, on était en droit de penser que ce dernier ne serait plus traité comme donataire d'une créance qui n'avait pas figuré dans le patrimoine du stipulant.

La Cour de cassation résista cependant à cette conséquence logique : elle persista à voir dans le capital assuré l'objet de la libéralité et dans son arrêt du 8 février 1888 (D. P. 1888. 1. 77, affaire Tourbez), elle ne craignit pas de déclarer que la stipulation au profit du bénéficiaire « constitue une véritable libéralité à laquelle
« sont applicables les règles concernant les rapports,
« soit qu'il s'agisse d'assurer l'égalité des partages entre cohéritiers ou de déterminer à l'égard des réservataires, légataires et donataires, le montant de la
« réserve ou de la quotité disponible. »

En maintenant cette thèse, la Cour Suprême obéis-

sait au souci, certes très légitime, d'assurer l'égalité entre les copartageants et de conserver intacte la réserve héréditaire.

Et pourtant, dans un arrêt du 2 juillet 1884 (D. P. 85. 1. 150), la Chambre civile avait déclaré qu'en cas d'assurance au profit d'un bénéficiaire déterminé, le capital assuré ne faisait à aucun moment partie du patrimoine de l'assuré, qu'il était acquis directement au bénéficiaire.

On se demandait, par suite, à quel titre on pouvait exiger le rapport réel ou fictif d'une somme qui n'avait jamais appartenu à l'assuré et on faisait remarquer qu'en cette matière la règle restait celle formulée par Pothier : « Rapporter signifie remettre à la masse des biens du donateur quelque chose qui en est sorti. On ne peut pas y remettre, y rapporter ce qui n'en est pas sorti. »

D'autre part, statuant sur des conflits élevés entre le bénéficiaire et les créanciers de l'assuré, la Cour avait dénié tout droit de gage à ces derniers sur le capital assuré, pour ce motif que ce capital n'était jamais entré dans le patrimoine de leur débiteur.

Il apparut rapidement qu'il y avait contradiction entre les deux systèmes; on ne pouvait, suivant les hypothèses, comprendre le bénéfice de l'assurance dans le patrimoine de l'assuré ou l'en exclure.

II. — JURISPRUDENCE DE L'ARRÊT DE 1896

Aussi la Cour de cassation ne tarda pas à renverser sa propre jurisprudence et, dans un arrêt du 29 juin

1896 (D. P. 97. 1. 76), elle admit, à l'égard des héritiers réservataires de l'assuré, ce que, dans des arrêts précédents, elle avait admis vis-à-vis de ses créanciers.

Dans l'espèce qui lui était soumise, un mari, par deux contrats d'assurances, avait stipulé qu'un capital de 20.000 francs serait payé par une Compagnie à sa femme lors de son décès; il avait, d'ailleurs, par un autre acte, fait donation à celle-ci de l'usufruit de l'universalité de ses biens, meubles et immeubles. La femme ayant survécu à son mari, qui ne laissait pour héritiers *ab intestat* que sa mère et une sœur, la mère, en sa qualité de réservataire, émit la prétention de faire réunir à la masse des biens existants pour le calcul de sa réserve, en vertu de l'article 922 du Code civil, le montant du capital assuré.

Sa demande ayant été repoussée par le Tribunal de Melun (7 avril 1892), elle interjeta appel, maintenant ses conclusions premières, mais demandant subsidiairement le rapport réel à la succession par la veuve bénéficiaire des primes payées par le défunt.

La Cour de Paris, par un arrêt confirmatif (D. P. 97. 1. 73), rejeta les conclusions principales et subsidiaires de l'appelante. Elle fit remarquer que la veuve ayant été saisie directement de la créance contre la Compagnie, celle-ci n'avait jamais fait partie du patrimoine de l'assuré et que, par suite, ne pouvait figurer à l'actif de la succession pour le calcul de la réserve de la mère.

Quant à la demande de l'héritière réservataire, tendant à obliger la veuve à restituer à la succession le montant des primes, la Cour fit valoir que celle-ci n'y

était tenue, ni en vertu d'un contrat ni d'un quasi-contrat, qu'en outre, n'étant pas appelée à la succession *ab intestat* du de cujus, elle ne pouvait être tenue de faire ce versement à titre de rapport.

L'héritière à réserve déféra l'arrêt de la Cour de Paris à la Cour suprême, s'appuyant sur deux moyens, d'une part, sur la violation des articles 915, 920, 922 et 1121 du Code civil, en ce que la Cour d'appel avait refusé de faire entrer en compte pour le calcul de la réserve le capital assuré que la veuve avait recueilli à titre de libéralité, d'autre part, pour insuffisance de motifs, en ce qu'en repoussant les conclusions subsidiaires, la Cour avait négligé de constater qu'il y avait donation des primes faite par l'assuré au bénéficiaire.

Ces moyens furent rejetés par la Cour de cassation qui adopta entièrement la doctrine de l'arrêt attaqué sur la nature de l'attribution d'assurance, par les motifs suivants :

« Attendu, en droit, déclare-t-elle, que le contrat d'assurance sur la vie, par lequel il est purement et simplement stipulé que, moyennant le paiement de primes annuelles, une somme déterminée sera, à la mort du stipulant, versée à une personne spécialement désignée, doit avoir pour effet, au cas où le contrat a été maintenu par le paiement régulier des primes, d'une part, d'obliger, à la mort du stipulant, le promettant à verser le capital assuré entre les mains du tiers désigné et, d'autre part, de créer à ce même instant, un droit de créance contre le promettant ;

« Attendu que ce droit personnel au bénéficiaire ne repose que sur sa tête et ainsi ne constitue pas une

« valeur successorale; qu'en effet, le capital assuré
« n'existe pas dans les biens du stipulant durant sa vie,
« puisque ce capital ne se forme et ne commence d'exis-
« ter que par le fait même de la mort du stipulant et
« que, d'un autre côté, le contrat n'en attribue à celui-ci
« ni le bénéfice personnel ni la disposition et ne lui laisse
« que la faculté de rendre nuls les effets de la conven-
« tion par le non paiement des primes, au cas où elles
« ne seraient pas payées par d'autres, ou de révoquer la
« stipulation, si elle n'a pas été acceptée par le tiers
« bénéficiaire.

« Attendu que le capital stipulé n'ayant jamais fait
« partie du patrimoine du stipulant, ne constituant pas
« une valeur successorale, ne saurait, par suite, entrer
« en compte pour le calcul de la réserve. »

Les termes de cet arrêt sont très nets : le capital assuré n'ayant jamais fait partie du patrimoine de l'assuré ne peut être considéré comme faisant l'objet de la libéralité, ni par suite être soumis au rapport réel ou fictif, dont parlent les articles 843 et 922 du Code civil, ni être exposé à l'action en réduction des héritiers réservataires.

Mais s'il n'y a pas de libéralité à raison du capital assuré, il n'en faut pas conclure qu'il n'y a pas de libéralité du tout; en effet, si le capital n'est pas sorti du patrimoine du stipulant, il n'en est pas de même des primes qui ont servi à le créer; c'est l'assuré qui les a payées et c'est au détriment de ses biens que s'est formée la valeur acquise au bénéficiaire.

Les primes représentent l'appauvrissement du disposant et, par conséquent, déterminent l'importance de la

donation faite au bénéficiaire. Si donc ce dernier est obligé, comme héritier de l'assuré, de rapporter à sa succession la libéralité résultant de l'assurance, la somme à rapporter sera déterminée par le montant des primes; c'est encore cette valeur qui sera réunie fictivement à la masse successorale pour le calcul de la quotité disponible et qui subira, s'il y a lieu, la réduction prévue par la loi.

Il arrive parfois que le total des primes soit supérieur au capital assuré; dans ce cas, comme il ne peut y avoir donation que de ce que le donataire a reçu, le capital assuré constituera le maximum à rapporter. Cette doctrine a été formellement consacrée par divers arrêts de la Chambre civile de la Cour de cassation. (Cass., 4 août 1906. D. P. 1909. 1. 185; Cass., 2 août 1909. D. P. 1910. 1. 328).

D'autre part, la Chambre civile apporte un autre tempérament à la doctrine qui oblige le bénéficiaire au rapport des primes; suivant, en cette matière, le principe déjà formulé par elle en ce qui concerne les créanciers de l'assuré, elle décide que les primes ne sont rapportables que « suivant les circonstances »; la principale de ces circonstances est leur importance relative par rapport à la fortune de l'assuré; le rapport et la réunion fictive des primes n'ont lieu que dans la mesure où elles n'ont pas été prélevées sur les revenus; on considère, en effet, qu'il n'y a d'avantage rompant l'égalité des partages « qu'autant que les primes sont en disproportion avec les revenus du stipulant, qu'elles ne sont « pas un prélèvement normal sur les revenus, mais une

« véritable emprise sur le capital. » (Note sous arrêt du 29 juin 1896. S. 1. 361).

Quant à savoir si les primes ont été prélevées sur le capital ou sur les revenus, c'est une pure question de fait à apprécier dans chaque cas ; il faut voir si l'importance des primes comparées aux ressources de l'assuré a permis de les faire passer dans les dépenses courantes.

La tendance paraît être de présumer que les primes périodiques sont généralement prises sur les revenus, sauf preuve contraire ; mais quand il s'agit d'une prime unique, habituellement importante, on estime le plus souvent qu'elle a été prélevée sur le capital.

En toutes hypothèses, il faut se garder de considérer globalement l'ensemble des primes ; il faut se placer à l'époque du paiement de chacune d'elles pour mettre en balance la dépense faite par l'assuré et les ressources dont il disposait.

Ces solutions doivent trouver également leur application en Droit Fiscal.

Lorsque le bénéficiaire de l'assurance vient à la succession de l'assuré comme héritier et qu'il est tenu de faire le rapport des primes versées, ce rapport entraîne fatalement une modification dans la liquidation des droits de mutation.

La valeur rapportable vient, d'une part, s'ajouter à la masse héréditaire dont profitent les héritiers ; d'autre part, elle diminue d'autant l'émolument recueilli par le bénéficiaire ; les droits de mutation devant être perçus sur l'actif net recueilli par chaque ayant droit, il en résulte que le bénéficiaire ne doit acquitter l'impôt que sur la différence existant entre le capital stipulé au

contrat et le montant du rapport qu'il effectue à ses cohéritiers.

Ces derniers payeront, d'ailleurs, les droits de mutation sur la somme qui leur est ainsi rapportée, car si, en vertu de la règle « *non bis in idem* », les rapports ne sont généralement pas passibles de l'impôt, il n'en est plus de même des primes payées par l'assuré, qui n'ont jamais supporté le droit de mutation à titre gratuit.

Ce système, cependant, a été contesté; on objecte, en effet, que le bénéfice de l'assurance étant, aux termes mêmes de la loi du 21 juin 1875, considéré comme faisant partie de la succession de l'assuré, il ne saurait être question d'imposer au bénéficiaire le rapport des primes.

En réalité, il faut bien saisir la portée de la loi fiscale; ainsi que le fait observer M. Maguero (V^o succession 475), « ce qu'il faut déduire de cette loi, c'est uniquement que le bénéficiaire doit acquitter l'impôt sur l'émolument qu'il reçoit à ce titre, comme si cet émolument avait fait partie de la succession de l'assuré. Mais dès qu'il ne s'agit plus de la perception des droits exigibles des bénéficiaires de la police, à raison du décès de l'assuré, la loi de 1875 perd toute autorité. »

De même, lorsque la police étant souscrite au profit d'un tiers étranger à la succession de l'assuré, il ressort du calcul de la réserve que cette réserve a été entamée par le paiement des primes, la libéralité résultant pour le bénéficiaire de l'assurance doit être réduite conformément aux principes de Droit civil.

Supposons, par exemple, qu'un père ayant souscrit sur

sa tête, au profit d'un étranger, une assurance de 100.000 francs, décède, laissant comme héritier son fils unique.

L'actif de succession comprend 20.000 francs, mais le fils héritier réservataire exige le rapport de 40.000 fr., montant des primes payées par le défunt.

Les droits des parties s'établiront comme suit :

Liquidation de la succession	
1° Actif ordinaire	20.000 fr.
2° Rapport des primes	40.000 —
Ensemble	60.000 fr.
Revenant pour moitié	1/2
Au fils comme réservataire	30.000 fr.

L'actif successoral ne comprenant que 20.000 francs, le bénéficiaire de l'assurance sera tenu de verser au fils de l'assuré une somme de 10.000 francs pour le remplir de sa réserve.

En définitive, les droits de chacun seront les suivants :

Fils du défunt	30.000 fr.
Bénéficiaire de l'assurance	90.000 —

Total égal : actif successoral plus
montant de l'assurance 120.000 fr.

L'impôt de succession sera liquidé en conséquence.

Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que la réduction de la libéralité n'est pas opérée de plein droit et que l'impôt est dû sur le montant intégral de l'assurance tant qu'il n'est pas établi que la réduction a effectivement eu lieu .

CHAPITRE IV

PASSIF DEDUCTIBLE

La déduction du passif sur le montant de l'indemnité d'assurance a donné lieu à diverses difficultés et à ce point de vue ,le problème se présente sous trois aspects différents.

SECTION I

PRIMES RESTANT DUES AU DÉCÈS

Il arrive fréquemment qu'au décès de l'assuré, une ou plusieurs primes restent dues; en prévision de cette éventualité, les polices stipulent généralement que ces primes s'imputeront de plein droit, sur le capital assuré et seront retenues par la Compagnie d'assurances.

La dette de cette dernière se trouve diminuée d'autant et comme la loi du 21 juin 1875 n'assujettit à l'impôt que les sommes dues par l'assureur, le droit de mutation par décès sera liquidé sur le capital net recueilli par le bénéficiaire.

Cette solution est admise par la Régie. (Solut. du 16 août 1897. J. E. 25998).

SECTION II

AVANCES A L'ASSURÉ

Les polices contiennent parfois une clause stipulant qu'à partir d'une certaine date le souscripteur pourra demander à la Compagnie un emprunt d'une somme égale à celle à laquelle il aurait droit, s'il rachetait son contrat. Ces avances donnent lieu à des conventions différentes ; tantôt elles constituent un paiement par anticipation du bénéfice de l'assurance ; tantôt elles ne sont que des prêts dont la police est la garantie.

Dans le premier cas, par application du principe que seule la somme payée est imposable, le droit n'est dû que sur le montant net du capital payé. Dans le second cas, l'avance de la Compagnie est une dette ordinaire, dont la déduction est soumise aux conditions de la loi du 25 février 1901. Il s'agit, par suite, d'une question d'interprétation des faits, dont il faut rechercher la solution dans les termes de la police et de l'acte d'emprunt.

S'il résulte de la rédaction de ces actes que le prêt est pur et simple et que la police d'assurance ne fournit que la garantie du prêt, nous sommes en présence d'un passif ordinaire grevant la masse de la succession ; l'opération se décompose alors comme suit :

1° La Compagnie doit, à raison du décès de l'assuré, le montant de l'assurance et le bénéficiaire doit payer les droits sur ce montant ;

2° D'autre part il est dû à la Compagnie, par la succession de l'assuré, le montant des avances qui devraient être payées par l'actif ordinaire de succession ;

3° Le capital assuré formant la garantie de la Compagnie, cette dernière ne paie au bénéficiaire que la différence entre le montant de l'assurance et les sommes dues, lui laissant le soin de réclamer ce passif aux héritiers sur l'actif ordinaire, pour reconstituer le capital assuré qui lui appartient en totalité à titre propre et personnel.

Si, au contraire, il résulte de la police et de l'acte d'emprunt, en termes non équivoques, que la somme avancée doit, à l'époque du décès, être prélevée exclusivement sur le bénéfice de l'assurance, le bénéficiaire est en présence d'une assurance réduite, dont l'assuré a restreint le montant en retirant pour lui-même ou pour tout autre une partie du capital assuré; le droit de mutation ne peut frapper que le capital réduit.

La solution précitée du 16 août 1897 (J. E. 25298), a considéré comme un prêt l'avance consentie moyennant des intérêts payables annuellement jusqu'à parfait règlement et dénommée emprunt dans l'avenant de prêt.

SECTION III

PASSIF ORDINAIRE DE SUCCESSION

La question est plus délicate, lorsqu'au lieu d'avances consenties par sa compagnie, il s'agit du passif ordinaire de succession. Doit-on imputer ce passif sur le montant de l'indemnité d'assurance ?

Si le contrat est souscrit au profit de bénéficiaires indéterminés, aucune difficulté réelle n'existe. La somme payée par la Compagnie fait partie du patrimoine du

défunt et, à ce titre, doit être ajoutée aux valeurs héréditaires, pour permettre la déduction du passif.

Mais il en est autrement si l'assurance est contractée au profit d'un bénéficiaire nominativement désigné qui peut être soit un héritier de l'assuré, soit un légataire ou un étranger à la succession.

La loi du 25 février 1901 a introduit dans le régime fiscal des successions des modifications importantes ; notamment, elle a, d'une part, substitué au droit proportionnel un tarif progressif et, d'autre part, elle a autorisé, sous certaines restrictions, la déduction des dettes héréditaires. Ces réformes ont été réalisées par les articles 2 et 3 qui renferment les dispositions suivantes :

Article 2. — Les droits de mutation par décès de biens meubles ou immeubles seront liquidés sur la part nette recueillie par chaque ayant droit.

Article 3. — Pour la liquidation et le paiement des droits de mutation par décès, seront déduites les dettes à la charge du défunt, dont l'existence au jour de l'ouverture de la succession sera dûment justifiée par des titres susceptibles de faire preuve en justice contre le défunt.

L'économie de la réforme par ces textes est la suivante :

Sous le régime de la loi du 22 Frimaire an VII, le montant total brut de l'actif héréditaire était assujéti à un droit proportionnel, calculé sur ce montant total, quel que fût le nombre des ayants droit appelés à le recueillir. Au contraire, d'après la loi de 1901, le droit progressif doit être payé séparément sur la part nette de chaque ayant droit ; en d'autres termes, la progression suit, non

pas la valeur nette totale de la succession, mais le montant de chaque part successorale nette.

Il en résulte que pour la liquidation de l'impôt de mutation par décès, il n'y a pas lieu de déduire en bloc la totalité du passif justifié du total de l'actif brut. Il faut d'abord calculer la part d'actif brut revenant à chaque successible, puis en déduire la part pour laquelle il doit contribuer au passif. La différence représente l'émolument net soumis au tarif progressif.

Ces principes permettent de dégager les règles à suivre pour la déduction susceptible d'être opérée du capital d'une assurance sur la vie contractée au profit d'un bénéficiaire nominativement désigné.

Si ce bénéficiaire n'est ni héritier ni ayant cause du défunt, il ne peut être contraint au paiement des dettes héréditaires, quelles qu'elles soient, fussent-elles supérieures à l'actif successoral; on conçoit donc qu'il ne puisse demander, la déduction sur son émolument d'un passif qui ne lui incombe pas. La part nette assujettie à l'impôt est représentée par le capital assuré, sans aucune déduction.

A l'inverse, si le bénéficiaire de l'assurance est tenu des dettes de la succession en sa qualité d'ayant droit universel du défunt, non seulement sur la part qu'il recueille dans cette succession, mais encore sur ses biens personnels, le capital assuré assimilé par la loi de 1875 à un actif héréditaire, doit supporter l'imputation de la part contributive de cet ayant droit dans le passif déductible, quand bien même il n'entrerait pas dans le gage des créanciers de l'assuré.

Il semble qu'il ne puisse y avoir de doute à cet égard.

La Direction Générale de l'Enregistrement avait pourtant essayé de soutenir le contraire devant les Tribunaux ; elle affirmait qu'un bénéficiaire n'était pas fondé à demander la déduction sur son émolument d'un passif qui ne lui incombait pas, en tant que bénéficiaire, mais auquel il était simplement tenu par suite de circonstances étrangères au contrat d'assurances, par exemple, en sa qualité d'héritier ou légataire du défunt.

Elle n'a d'ailleurs pas persisté dans ses prétentions :
« Dès lors, déclare-t-elle, que le capital assuré est con-
« sidéré, en droit fiscal, comme transmis par décès, il
« n'y a pas lieu de distinguer en présence de l'obligation
« personnelle du bénéficiaire de la police, au paiement
« du passif successoral, à quel titre il recueille, d'une
« part, ce capital et, d'autre part, les valeurs ordinaires
« de la succession. Il importe peu que les dettes, dont
« il est tenu *in infinitum*, soient prélevées sur ses biens
« personnels qui comprennent le capital assuré ou sur
« les valeurs ordinaires de la succession qu'il recueille.
« La seule chose à considérer est son émolument net
« dont le montant est égal, en fait, à l'excédent de sa
« part brute (capital assuré et, le cas échéant, valeurs
« de succession), sur le passif successoral qu'il doit sup-
« porter. Si l'imputation de ce passif ne fait pas ressor-
« tir d'émolument net, il n'y a lieu à aucune percep-
« tion. »

(Mémoire ampliatif de l'Administration à la Cour de Cassation, 28 février 1927.)

Au surplus, antérieurement à ce revirement de doctrine, la thèse que soutenait l'Administration avait été condamnée d'abord par un jugement du Tribunal Civil

de la Seine du 17 mars 1906, puis par un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation du 6 novembre 1912 (J. E. 28756).

« Attendu, porte cet arrêt, que la loi du 25 février 1901 n'a apporté aucune dérogation à cette règle et qu'en prescrivant de liquider le droit de mutation par décès « sur la part nette recueillie par chaque ayant droit », quel que soit le titre en vertu duquel la transmission s'est opérée, l'article 2 n'a fait aucune exception pour les assurances sur la vie.

« Qu'il ressort, en effet, de ce texte combiné avec l'article 3 de la même loi et avec l'article 6 précité de la loi du 21 juin 1875, que du moment où le montant de l'assurance doit être compris dans l'actif successoral pour le paiement des droits de mutation par décès, il y a lieu de déduire du capital assuré le passif dûment justifié et de ne liquider l'impôt que sur l'émolument net recueilli par le bénéficiaire de la police, lorsque celui-ci est, en sa qualité d'héritier, légataire ou donataire tenu au paiement du passif héréditaire. »

Mais la même solution doit-elle prévaloir, lorsque le bénéficiaire de l'assurance n'est tenu aux dettes que comme successeur aux biens ?

La Régie le conteste; elle fait reposer sa thèse sur cette idée que la loi du 25 février 1901 prescrit de déduire le passif non en bloc sur la totalité de l'actif, mais sur chaque part brute et dans la mesure où le successeur est tenu au paiement de ce passif. Dès lors, conclut-elle, la part nette d'un héritier est représentée par l'excédent de son émolument particulier sur la portion des dettes qu'il doit légalement supporter; par voie de

conséquence, si l'émolument d'un ayant droit tenu au passif comme simple successeur aux biens comprend à la fois le bénéfice d'une assurance sur la vie recueilli *proprio jure* et des valeurs ordinaires de la succession, l'imputation du passif ne peut porter que sur ces valeurs dont le montant représente le maximum de la contribution de l'intéressé aux dettes héréditaires; elle ne saurait être étendue, en supposant que lesdites valeurs fussent complètement absorbées au capital assuré qui ne peut être atteint, ni en droit ni en fait, par l'action des créanciers; pour le calcul de la part nette, il faut donc se reporter aux règles de Droit civil sur la répartition du passif entre les ayants droit auxquels la succession est dévolue.

Cette opinion nous paraît manifestement exagérée; on ne peut se fonder, d'une part, sur la fiction établie par la loi du 21 juin 1875, pour soumettre à l'impôt le capital assuré et, d'autre part, revenir aux règles du Droit civil pour écarter l'application de la loi du 25 février 1901.

Comme le constate l'arrêt du 6 novembre 1912, la loi de 1901, en prescrivant de liquider le droit de mutation sur la part nette recueillie par chaque ayant droit n'a fait aucune exception, en ce qui concerne les assurances sur la vie.

C'est par une simple fiction de la loi fiscale que le bénéfice à provenir de l'assurance entre en compte pour le calcul des droits de mutation par décès, sans égard aux principes établis par la Jurisprudence civile. La même fiction devrait commander que quand il s'agit de déduction du passif, l'émolument à toucher de la Compagnie

d'assurance devrait être considéré comme dépendant de la succession, alors qu'en droit civil, il ne dut pas contribuer au paiement de ce passif.

La thèse de la Régie revient, au surplus, à considérer le capital à provenir de l'assurance comme une succession particulière à côté et en dehors des autres biens héréditaires et aboutit, en conséquence à faire rejeter ce capital de la succession proprement dite, c'est-à-dire à violer directement le principe posé par la loi de 1875.

Par suite, la distinction établie par l'Administration entre le cas où le bénéficiaire est tenu à raison de sa qualité de successeur universel et à défaut d'acceptation bénéficiaire de payer le passif héréditaire *ultra vires successionis* et celui où le bénéficiaire n'est tenu que comme successeur aux biens, nous paraît sans fondement.

Cependant, la doctrine de la Régie a été consacrée par la Jurisprudence et la Cour de Cassation en a admis les conclusions dans un arrêt du 28 février 1927 (Sirey, 1927.1.353) rendu dans les circonstances suivantes :

Un mari avait contracté une assurance sur la vie de cent mille francs au profit de sa femme. A son décès, il laisse sa veuve donataire des trois quarts de sa succession, aux termes de leur contrat de mariage, et sa mère héritière réservataire pour un quart.

De l'inventaire dressé après le décès du défunt, il résulte que l'actif de succession s'élevait à la somme de 11.074 fr. 25. Dans la déclaration de succession qu'elle souscrit, la veuve survivante, ayant touché le capital assuré, comprend les valeurs inventoriées, ainsi que le montant de l'assurance, mais elle demande la déduction, à titre de passif, d'une somme de 250.000 francs, pour la-

quelle elle est créancière, à raison de ses reprises, de la succession de son mari.

La Régie admet la déduction jusqu'à concurrence de l'actif ordinaire de succession, mais la refuse sur le montant de l'assurance pour cette raison que l'épouse donataire à titre universel de son mari ne continuait pas la personne du défunt et par suite n'était pas tenue au paiement du passif au delà de l'actif successoral.

La veuve s'étant pourvue devant les Tribunaux, sa demande fut rejetée d'abord par le Tribunal civil de la Seine par jugement du 16 avril 1913 (S. 1915, 2.103), puis par la Chambre civile de la Cour de Cassation par l'arrêt précité du 28 février 1927.

« Attendu, déclare la Cour, que le tiers au profit
« duquel l'assurance sur la vie a été contractée en per-
« çoit le bénéfice en vertu d'un droit propre et que le
« capital qui fait l'objet de cette assurance ne constitue
« pas le gage des créanciers de l'assuré;

« Attendu, dès lors, que si l'article 3 de la loi du 25 fé-
« vrier 1901 permet de déduire de ce capital pour la li-
« quidation et le paiement du droit de mutation par dé-
« cès, les dettes du défunt dûment justifiées, c'est seule-
« ment lorsque le tiers bénéficiaire de l'assurance, re-
« cueillant la succession de l'assuré en qualité d'héritier,
« de légataire ou de donataire continuateur de la per-
« sonne du défunt est tenu sur son propre patrimoine
« au paiement de tout le passif héréditaire.

« Attendu qu'il ne peut pas obtenir cette déduction
« lorsqu'il est étranger à la succession de l'assuré ou
« qu'il ne l'a acceptée que sous bénéfice d'inventaire ou
« que la recueillant comme simple successeur aux biens,

« il n'est pas obligé envers les créanciers au delà de l'actif successoral.

« Attendu que dans ces divers cas, l'assurance lui procure un émolument net et que pour diminuer le droit de mutation exigible, il ne saurait se prévaloir d'un passif, qui, d'après la loi, ne grève pas le capital assuré. »

CHAPITRE V

ASSURANCES ENTRE EPOUX

SECTION I

ASSURANCE CONTRACTÉE PAR UN ÉPOUX AU PROFIT DE SON CONJOINT

En Droit civil, il n'est plus contesté que l'époux acquiert un droit direct au bénéfice de l'assurance souscrite à son profit par son conjoint. Et cependant l'attribution de ce bénéfice continue à soulever diverses difficultés, lorsqu'il s'agit de concilier les règles qui régissent le contrat d'assurances avec les dispositions relatives au régime matrimonial.

En Droit fiscal, également, la liquidation des droits de mutation sur cet émolument a fait l'objet de nombreuses controverses, en raison notamment, de la réserve que le législateur de 1875 a introduite dans la loi au sujet des droits de communauté.

Il faut donc, pour résoudre le problème de la perception de l'impôt, faire une distinction entre les divers régimes sous lesquels les époux peuvent être mariés, et à cet égard, il est permis de les classer en deux catégories, suivant que leurs conventions matrimoniales sont ou non exclusives de communauté.

§ I

Régimes exclusifs de communauté

Lorsque les époux sont mariés sous un régime exclusif de communauté, la situation est la même que si la police était souscrite au profit d'un tiers étranger ; les règles de liquidation et de perception des droits de mutation sont identiques dans les deux cas.

Toutefois, lorsque le mari a l'administration des biens de sa femme et qu'il contracte une assurance au profit de cette dernière, il est parfois assez difficile de déterminer en quelle qualité il a agi.

A-t-il contracté avec l'intention de s'obliger lui-même au paiement des primes, il y a une stipulation pour autrui dans les termes de l'article 1121 du Code civil ; au point de vue fiscal, et par application de la loi du 21 juin 1875, l'émolument d'assurance est assujéti au droit de mutation par décès.

Au contraire, le mari a-t-il agi comme administrateur général de la fortune de sa femme, et en vue de l'obliger à payer les primes de ses deniers personnels, le capital assuré recueilli par l'épouse lui est acquis à titre onéreux et comme tel, se trouve exonéré de l'impôt.

Il s'agit par suite, d'une question de circonstances dont l'appréciation souveraine appartient aux Tribunaux, ainsi que l'a déclaré la Cour de Cassation dans deux arrêts rendus le 17 juin 1889 (D. P. 89.1.454) et 21 octobre 1896 (S. 97.1.148).

Dans la première espèce, il ressortait des circonstances de la cause que les primes avaient été payées avec les deniers de l'épouse, et que le contrat avait, à l'égard de

cette dernière, le caractère d'un contrat à titre onéreux. Par suite, la Chambre civile n'a pu que confirmer un jugement du Tribunal de Carpentras qui déboutait la Régie de sa demande en paiement de droits.

Dans la seconde espèce, les primes de l'assurance contractée au profit de l'épouse avaient été payées par le mari personnellement, et après sa faillite, en son nom par le Syndic. L'assurance constituait donc une libéralité à l'égard de la femme, ce qui entraînait l'exigibilité des droits de mutation.

§ II

Régimes de communauté

Mais si le régime matrimonial des époux est celui de la communauté, les obstacles apparaissent. La Jurisprudence civile attribue en effet le caractère de propre à l'émolument d'assurance recueilli par le conjoint survivant; elle a adopté cette solution, en se basant sur l'intention probable du stipulant; elle estime que cette intention est dans le cas particulier si manifeste que l'on peut toujours considérer l'émolument d'assurance comme appartenant en propre au conjoint bénéficiaire; par exemple, lorsqu'un mari contracte une assurance au profit de sa femme, son but est de pourvoir aux besoins de cette dernière après son décès; or, ce but ne serait pas atteint si le capital assuré tombait en communauté; spécialement, dans le cas où le mauvais état des affaires de l'assuré oblige la femme à renoncer à la communauté, il ne faut pas qu'elle soit en outre privée d'une disposition

qui n'a été inspirée à son mari que par la pensée d'assurer son avenir.

Si l'on faisait application de ces principes en Droit Fiscal, il en résulterait que l'époux bénéficiaire devrait acquitter l'impôt sur l'intégralité du capital assuré.

Or, c'est justement là une solution que le législateur de 1875 a écartée a priori, et c'est pourquoi il a pris soin d'insérer dans le texte de la loi les mots « Sous réserve des droits de communauté, s'il en existe une ».

Le but du législateur, ainsi que l'attestent les explications fournies par le rapporteur de la commission a été d'exonérer le conjoint bénéficiaire de l'assurance du paiement des droits sur la part de ce capital qui lui revient en tant que commun en biens.

Cette interprétation a pourtant été contestée et l'insertion dans la loi fiscale des mots « sous réserve des droits de communauté, s'il en existe une » a donné naissance à divers systèmes.

Dans une première opinion (Wahl, Droit fiscal, tome 2, n° 82), on soutient que le législateur de 1875, en réservant les droits de la communauté, s'est purement et simplement référé à la loi civile, de sorte que si, d'après celle-ci, les droits de la communauté sont nuls, la réserve écrite dans la loi de 1875 doit être considérée comme non avenue.

Cette opinion semble perdre de vue le véritable caractère de la loi de 1875; c'est un texte de droit étroit, qui doit être interprété restrictivement en tenant compte de toutes les exceptions qu'il comporte; en réservant les droits de la communauté, le législateur a édicté une disposition dont il a voulu assurer l'efficacité certaine; son

intention n'a pas été d'établir une corrélation absolue entre la solution de Droit civil et celle de Droit fiscal, ni de subordonner la seconde à la première; il a tranché une question d'ordre purement fiscal. Prévoyant le cas d'une communauté existant entre l'assuré et le bénéficiaire, il a entendu que les droits de la communauté porteraient sur le capital de l'assurance comme sur toutes les autres valeurs communes.

D'autre part, si l'on examine les solutions de la Régie, on constate également son embarras à résoudre la question.

Première interprétation. — Dès le début de la mise en application de la loi, la Régie admet qu'il convient d'assimiler le capital assuré à une valeur de communauté soumise aux prélèvements que les époux sont appelés à exercer sur les biens communs (solution du 4 avril 1878, J. E. 20795) ; dès lors, il y a lieu, pour calculer l'impôt de mutation, de déterminer les droits revenant au conjoint prédécédé dans le bénéfice de l'assurance, ces droits étant ceux que la loi ou le contrat de mariage lui accordent sur l'actif commun.

A. — *Partage égal de communauté.* — Si la communauté doit se partager par moitié, et si les époux peuvent exercer leurs reprises sur les biens ordinaires de la communauté, le droit de mutation est exigible sur la moitié du capital assuré.

B. — *Partage inégal de communauté.* — Lorsque le partage de la communauté se fait dans les proportions inégales, lorsque, par exemple, l'époux survivant est attributaire des trois quarts de l'actif de la communauté,

le droit de mutation est seulement exigible sur la part du conjoint prédécédé, soit un quart du capital assuré.

C. — *Convention de mariage.* — Si le contrat de mariage attribue la totalité de la communauté au survivant, aucun droit de mutation n'est exigible; en cas d'usufruit conventionnel du conjoint survivant sur les biens communs, le droit n'est dû que sur la nue-propriété de la moitié du capital assuré.

D. — *Renonciation à la communauté.* — Si la femme bénéficiaire de l'assurance renonce à la communauté, elle ne profite pas moins de l'assurance, mais dans ce cas, la réserve prévue par la loi de 1875 disparaît; l'impôt est exigible sur la totalité de l'émolument. (Arras, 3 février 1874, J. E. 20055-3) (Lille, 20 décembre 1878, J. E. 21208.)

E. — *Communauté infructueuse.* — Quand les biens de communauté, autres que le capital assuré, sont insuffisants pour désintéresser les époux du montant de leurs reprises, il y a lieu d'admettre que l'excédent des reprises se trouve être représenté jusqu'à due concurrence par la somme que les époux ont acquise de la compagnie d'assurance; cette règle se trouve formulée dans la solution de la Régie du 4 avril 1878, où on lit :

« Lorsque les biens, autres que le capital assuré et
« trouvés dans la communauté, lors du décès du pré-
« mourant des époux, présentent une valeur inférieure
« à celle des reprises, on peut, ce semble, admettre que
« l'excédent des reprises se trouve représenté jusqu'à
« due concurrence par la somme que les époux ont
« acquise de la compagnie d'assurance. Cette solution

« encore, paraît se concilier avec l'intention probable
« des époux, et spécialement avec celle du mari, lequel,
« lorsqu'il stipule dans l'intérêt de sa femme, n'entend
« vraisemblablement pas rester, le cas échéant, débiteur
« des reprises de celle-ci sur ses biens propres, après lui
« avoir fait, au moyen de l'assurance, un avantage qui
« peut être plus que suffisant pour la désintéresser. »

En conséquence, si la femme étant bénéficiaire de l'assurance a des reprises s'élevant à un chiffre supérieur ou égal à l'actif réel de communauté, augmenté du montant de l'assurance, elle se trouve recueillir le tout en raison du prélèvement qu'elle doit exercer en sa qualité d'épouse et, par suite, n'est débitrice d'aucun droit de mutation.

Inversement, si la femme étant bénéficiaire de l'assurance, ce sont les reprises de la succession du mari qui absorbent l'actif de communauté augmenté du capital assuré, celui-ci est alors considéré comme appartenant en totalité à la succession, et recueilli par la veuve dans la succession de son mari ; le droit de mutation par décès est dû sur l'intégralité du capital assuré.

Cette doctrine avait été adoptée par la Jurisprudence. (Lille, 20 octobre 1878 précité. Nancy, 20 mai 1891, J. E. 23661.)

Deuxième interprétation. — Telle était la méthode suivie par la Régie jusqu'en 1903 ; mais prenant argument de l'arrêt rendu par la Cour de Cassation le 29 juin 1896, elle abandonna ce système ; la solution du 19 août 1903 (J. E. 27076) doit être, en effet, interprétée en ce sens que le bénéfice de l'assurance constitue une valeur distincte des valeurs communes. Partant de cette idée

que la loi de 1875 n'implique pas la nécessité d'attribuer en Droit fiscal, au capital de l'assurance, un caractère différent de celui que lui donne la Jurisprudence civile, elle le considère comme une valeur absolument étrangère tant à la communauté qu'à la succession, et dont la répartition doit s'opérer entre les époux, en tenant compte seulement de leur qualité d'associés.

Par suite, ce capital n'est passible du droit de mutation que sur la fraction déterminée par la quote-part « d'associé que l'assuré souscripteur de la police avait « dans la communauté, c'est-à-dire sur la moitié de ce « capital si la communauté doit se partager par moitié, « et en cas de partage inégal, sur le tiers, les deux tiers, « les trois quarts du capital de l'assurance, si la part de « l'assuré dans l'actif de communauté devait être du « tiers, des deux tiers, des trois quarts, d'après le con- « trat de mariage. »

Cette théorie élimine naturellement l'action en prélèvement des reprises des époux sur l'émolument d'assurance; de même, elle n'autorise aucune déduction de passif.

Par contre, elle permet aux intéressés de faire état des primes payées par la communauté à la compagnie d'assurances, de les faire figurer comme récompense et de déduire cette récompense du capital assuré pour le calcul des droits.

Cette interprétation nouvelle n'a été admise ni par les auteurs, ni par la Jurisprudence; pour être logique, la Régie aurait dû pousser sa doctrine jusqu'au bout, et décider que le montant de l'assurance serait attribué en propre à l'époux survivant, sans aucune division; ce

n'est donc pas sur la moitié, mais sur l'intégralité du capital assuré que le bénéficiaire aurait dû supporter l'impôt; la Régie n'a pas osé aller jusque là; elle s'est arrêtée à la solution intermédiaire; quelque parti que l'on prenne sur l'extension de la jurisprudence civile à notre matière, sa solution ne pouvait paraître que critiquable; ou bien l'arrêt de 1896 devait faire écarter le capital assuré de la communauté, et alors il devait être soumis en totalité à l'impôt; ou bien l'arrêt de 1896 restait étranger à notre matière, et en ce cas, le bénéfice de l'assurance devait être considéré comme faisant partie de la succession, sauf « les droits de communauté ».

En parlant des « droits de communauté », il semble bien, au surplus, que le législateur ait voulu réserver tous les droits résultant du régime adopté, et profitant tant aux époux, en vertu de l'article 1470 du Code civil qu'à la masse commune.

Troisième interprétation. — Cette interprétation, on le voit, n'était pas de nature à prévaloir. La Régie devait elle-même l'abandonner, et par une solution du 19 novembre 1920 (R. E. 7369) elle modifia une troisième fois sa doctrine pour les raisons qu'elle expose de la manière suivante :

« Cette solution (celle du 19 août 1903) ne paraît pas
« susceptible d'être maintenue. L'article 6 de la loi du
« 21 juin 1875, qui déroge aux principes du Droit civil,
« a établi des règles spéciales pour l'impôt de mutation
« par décès en matière d'assurances sur la vie. Par
« suite, lorsqu'il s'agit de déterminer la perception des
« droits exigibles, l'Administration doit faire abstrac-
« tion des règles du Droit civil, pour s'en tenir au texte

« formel et précis de la loi fiscale conçu dans un ordre
« d'idées tout à fait différent. Spécialement dans le cas
« d'assurance au profit du conjoint commun en biens, il
« y a lieu, en raison de la réserve des droits de commu-
« nauté formulée dans l'article précité, d'assimiler l'as-
« surance à une valeur de communauté soumise aux pré-
« lèvements que les époux sont appelés à exercer sur les
« biens communs. »

Cette solution, précise l'instruction n° 3670, n'est autre que celle que l'Administration n'avait cessé de suivre de 1875 à 1903, et il convient d'y revenir.

Mais dans le calcul des droits de mutation, faut-il faire état de la récompense que l'époux bénéficiaire de l'assurance doit à la communauté à raison des primes payées?

La Jurisprudence civile décide, en effet, que, sauf dispense, l'époux bénéficiaire doit récompense à la communauté, des sommes qu'elle a versées pour constituer et alimenter l'assurance; aux termes de l'article 1437 du Code civil, la récompense est due toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté.

« Attendu, déclare notamment un arrêt de la Cour de
« Besançon, qu'il est admis en Doctrine et en Jurispru-
« dence, que le bénéfice de l'assurance faite par le mari
« commun en biens au profit de la femme, doit être con-
« sidéré comme une propriété personnelle et exclusive
« de celle-ci; que, par application de ce principe, les pri-
« mes payées par le mari à l'aide des deniers de la com-
« munauté, doivent faire retour à la communauté, en
« vertu de l'article susvisé, parce que ces primes appar-

« tiennent à la communauté, qui en a fourni le montant.
« tant.

« Que l'article 1437 du Code civil interdit à l'un des
« époux de s'enrichir aux dépens de la communauté sans
« récompense, qu'il est certain que sans la récompense,
« la communauté qui a payé les primes se trouverait
« appauvrie au profit du conjoint bénéficiaire de l'assurance; qu'avec raison, les premiers juges ont condamné la veuve Wuillermoz appelante, à rembourser
« à la succession vacante de son mari, le montant des
« primes d'assurance payées par la communauté, et
« représentant mathématiquement l'appauvrissement de
« cette communauté. » (Besançon, 10 mars 1911, D. P. 1912.2.321.)

Dans le même sens, Nancy, 16 mars 1901 (D. P. 1902. 170) ; Paris, 8 mars 1911 (D. P. 1912.2.321) ; Nancy, 1^{er} juillet 1911 (D. P. 1912.2.335.)

En Droit fiscal, les interprétations successives de l'Administration devaient aussi avoir leur répercussion à cet égard.

La thèse admise de 1903 à 1920 se rapprochait du Droit civil au point de vue de l'obligation à récompense; elle permettait de tenir compte des primes payées à l'assureur; sur le point de savoir s'il était dû ou non une récompense, la Régie s'en remettait aux déclarations des parties, sous réserve de ses droits de contrôle; par suite, les parties dans leur déclaration pouvaient faire ou non récompense à la communauté, selon qu'elles en avaient décidé, en appliquant les règles du Droit civil.

Cependant, il fallait qu'aucune contradiction n'existât entre les déclarations faites pour le paiement de l'im-

pôt et les arrangements ultérieurs ou antérieurs qui pouvaient résulter d'actes passés entre les ayants-droit; il est évident que les parties ne pouvaient pas insérer dans la déclaration qu'il était dû une récompense, et ne plus en faire effectuer dans le partage.

Ensuite, la récompense suivait le sort de l'actif commun.

Dans la solution de 1920 comme dans celle de 1878, la même doctrine ne peut plus s'appliquer; dès lors que l'émolument est considéré comme faisant partie de l'actif de communauté, il ne peut plus être question de récompense, car il y aurait double emploi à comprendre dans la masse commune, le bénéfice de l'assurance et la récompense.

La solution de 1920 le déclare d'ailleurs très explicitement.

« En présence, dit-elle, de la fiction de la loi fiscale
« suivant laquelle l'assurance tombe dans la commu-
« nauté, l'époux bénéficiaire doit être considéré comme
« ne devant pas de récompense à cette communauté, du
« fait des primes acquittées pendant le mariage, lors
« même que le contrat d'assurances ne contiendrait
« aucune dispense à ce sujet. »

SECTION II

ASSURANCE CONTRACTÉE PAR LES ÉPOUX AU PROFIT

DU SURVIVANT — RENTE REVERSIBLE

Il arrive fréquemment que deux époux contractent conjointement une assurance au profit du survivant d'eux; un contrat de cette nature conclu entre deux personnes étrangères constitue, nous le savons, un pacte aléatoire à titre onéreux.

Doit-on attribuer ce même caractère à l'assurance souscrite par deux conjoints? La Régie admet l'affirmative et décide qu'au décès du premier mourant, le survivant est exempt du paiement de l'impôt; toutefois, si les époux sont mariés sous le régime de la communauté, elle oblige le conjoint bénéficiaire à effectuer la récompense des primes acquittées par la communauté.

On a contesté cette manière de voir et prétendu que l'assurance au profit du survivant des époux était une libéralité indirecte qui pouvait être valablement consentie par acte sous seings privés comme étant l'accessoire d'un contrat à titre onéreux. (Cassation, 28 mars 1877. Syrey, 77.1.393.)

Cette objection ne saurait être retenue; on suppose en effet, que l'intention des contractants est de se faire des libéralités réciproques; cette intention est tout au moins problématique; si chaque époux a songé à l'autre, il est vrai également qu'il a songé à lui-même; la mesure des deux intérêts, l'un d'affection, l'autre personnel, qui sont le fondement de ce contrat est assez difficile à déterminer, mais il suffit que l'intérêt personnel existe pour que le contrat soit à titre onéreux.

D'ailleurs, cette doctrine n'est pas absolue; elle repose sur l'interprétation de l'intention probable des parties; or, il se peut que chaque conjoint ait voulu gratifier l'autre du bénéfice de l'assurance; si la preuve de cette intention libérale est faite, il n'est pas contestable que le droit de mutation soit exigible; c'est une question d'interprétation qui rentre dans le pouvoir d'appréciation des Tribunaux.

D'autre part, si le bénéficiaire d'une assurance de cette

nature est la femme commune en biens, et qu'elle renonce à la communauté, on doit considérer qu'elle recueille le montant de l'assurance à titre gratuit. Dans cette hypothèse, en effet, la femme n'a pas contribué au paiement des primes, et elle n'est tenue d'aucune récompense; il semble, par suite, que le contrat revête, à son égard, le caractère d'une libéralité passible de l'impôt.

Pour l'application de ces règles, il importe peu que l'objet de l'assurance soit le versement d'un capital ou le service d'une rente; les solutions sont identiques dans les deux cas.

Il arrive aussi que les époux créent conjointement entre eux une rente viagère immédiate à leur profit avec réversibilité sur la tête du survivant. Un contrat de cette nature est, par application des mêmes principes, un contrat à titre onéreux, puisque le prix en a été payé par les deux contractants.

Par suite, l'époux survivant qui bénéficie de la réversion doit, s'il est marié sous le régime de la communauté, une récompense à la communauté; cette récompense sera égale au profit qu'il recueille, sans pouvoir excéder la somme déboursée par la communauté pour le lui procurer.

Le profit recueilli est la valeur de la rente au jour du décès du prémourant; cette valeur est assez aisée à calculer en se reportant aux tarifs des compagnies d'assurance relatifs à la constitution d'une rente viagère ordinaire sur une tête simple.

Encore faut-il que la somme ainsi trouvée ne soit pas supérieure à celle déboursée par la communauté pour obtenir la réversibilité! or, c'est ce qui arrive générale-

ment, car la rente sur la tête du survivant ne présentait pas, au jour de la constitution, les caractères d'une rente immédiate, mais ceux d'une rente de survie, et le prix d'une rente de survie est forcément moins élevé que celui d'une rente immédiate.

Le calcul de la rente au jour du décès ne suffit donc pas en pratique, et il faut procéder à un autre calcul qui est celui du prix de la réversibilité.

Pour effectuer cette opération, divers systèmes ont été proposés; celui qui semble préférable est le système imaginé par M. Quiquet et qui a été adopté par l'Institut des Actuaires Français. (Bulletin de l'Institut des Actuaires, janvier 1896, page 20.)

D'après M. Quiquet, lorsque deux époux stipulent à leur profit une rente viagère réversible sur la tête du survivant, le contrat comporte en fait, trois éléments, savoir :

- a) Rente jusqu'au décès du prémourant;
- b) Réversion de la rente au profit du mari, s'il survit;
- c) Réversion de la rente au profit de la femme, si elle survit.

Le prix total du contrat de rente avec réversibilité comprend par suite :

1° La somme nécessaire à la création de la rente jusqu'au décès du premier mourant;

2° La somme nécessaire à la continuation de la rente au profit du mari, s'il survit, depuis le décès de son épouse, jusqu'à son propre décès;

3° La somme nécessaire à la continuation de la rente au profit de la femme, si elle survit, depuis le décès de son mari jusqu'à son propre décès.

En versant les deux premières sommes, celle nécessaire à la création de la rente, et celle nécessaire à la continuation de la rente à son profit, le mari s'assure le service de cette rente pendant toute son existence; le prix en est indiqué dans les tarifs des compagnies d'assurances. La différence entre le prix global pour le service de la rente avec réversibilité, et celle que devrait payer le mari pour s'assurer le service sur sa propre tête, constitue la somme déboursée par la communauté pour obtenir la continuation de la rente au profit de la femme.

Par suite, le prix de la réversibilité qui est le maximum de la récompense que le conjoint survivant doit à la communauté, se calcule de la manière suivante : Du prix de la rente en réversion complète sur les deux têtes au jour de la constitution, on déduit le prix qu'aurait coûté à la même date, la rente constituée sur la tête du prédécédé; l'excédent constitue le prix de la réversibilité.

SECTION III

QUOTITÉ DISPONIBLE — RÉDUCTION — USUFRUIT LÉGAL

Lorsque l'époux bénéficiaire recueille l'assurance à titre gratuit, on considère qu'il y a don du conjoint à concurrence des primes payées; cette libéralité est soumise aux règles ordinaires des donations, et notamment, est sujette à la réduction, lorsqu'elle dépasse la mesure de la quotité disponible; dans la liquidation de l'impôt de succession, il faut tenir compte des modifications que cette réduction entraîne dans les droits des parties; mais ainsi que nous l'avons fait remarquer plus haut, la réduction n'a jamais lieu de plein droit; si elle n'est pas

effective, c'est-à-dire si l'époux survivant recueille le bénéfice entier de l'assurance souscrite à son profit, il doit acquitter l'impôt sur l'intégralité des valeurs qu'il reçoit; c'est ce qui résulte d'une solution de l'Administration du 17 octobre 1898 (R. E. 2351) où il est dit :
« La simple indication contenue dans la pétition et por-
« tant que la bénéficiaire n'entend pas éviter les règles
« relatives à la quotité disponible, reste sans valeur et
« sans effet, dès qu'il s'agit d'un cas où, d'après la Juris-
« prudence civile, il ne saurait y avoir lieu à réduction
« à la quotité disponible. »

D'autre part, l'article 767 du Code civil dispose que l'époux survivant cessera d'exercer son usufruit dans le cas où il aurait reçu du défunt des libéralités, même faites par préciput et hors part, dont le montant atteindrait celui des droits que la loi lui attribue, et si ce montant est inférieur, il ne pourra réclamer que le complément de son usufruit.

Ces dispositions sont applicables lorsque l'époux survivant est bénéficiaire d'une assurance contractée à son profit par son conjoint; dans la liquidation des droits de mutation, il y aura lieu d'imputer la libéralité sur son usufruit légal. Bien entendu, cette imputation ne portera que sur les primes; le capital n'étant pas la valeur donnée par le défunt à son conjoint, on ne voit pas à quel titre on pourrait lui imposer l'imputation de ce capital sur sa part *ab intestat*. Il en résulte que son droit au capital assuré reste intact, mais que son usufruit légal peut être réduit. C'est en ce sens, d'ailleurs que s'est prononcée la Régie dans une solution du 16 juillet 1900. (R. E. 2803.)

SECTION IV

SÉPARATION DE CORPS — DIVORCE

En Droit civil, le conjoint aux torts duquel la séparation de corps ou le divorce est prononcé, perd le bénéfice de l'assurance souscrite à son profit. L'émolument revient aux bénéficiaires en seconde ligne, ou à la succession de l'assuré.

Par contre, lorsque la séparation de corps, ou le divorce, est prononcé au profit de l'époux bénéficiaire, celui-ci conserve le bénéfice de la stipulation faite en sa faveur, et au décès du souscripteur, il recueillera le capital promis.

On peut se demander à quel tarif dans ce cas, seront calculés les droits de mutation par décès.

A notre avis, il faut résoudre le problème par une distinction.

S'il y a séparation de corps entre les époux, l'impôt doit être perçu d'après le tarif entre époux.

S'il s'agit de divorce, aucun lien n'existant plus entre l'assuré et le bénéficiaire, le tarif entre étrangers est seul applicable, puisqu'il ne s'agit pas d'une libéralité par contrat de mariage.

D'ailleurs, il convient de remarquer que cette distinction est plus théorique que pratique, le souscripteur de la police ayant généralement le soin, dans de semblables circonstances, de révoquer l'assurance contractée au profit de son conjoint.

CHAPITRE VI

ASSURANCES — ACCIDENTS SOCIÉTÉS D'ASSURANCES MUTUELLES

SECTION I

INDEMNITÉS VERSÉES AUX HÉRITIERS DE LA VICTIME D'UN ACCIDENT MORTEL

Dans les développements qui précèdent, nous nous sommes exclusivement occupés des indemnités versées par l'assureur, en vertu d'un contrat d'assurances sur la vie proprement dit, souscrit par l'assuré.

Doit-on leur assimiler et soumettre à l'application de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875, les sommes versées par une compagnie d'assurances aux héritiers de la victime d'un accident qui a entraîné sa mort. La question paraît être controversée, et il convient de distinguer.

Tout d'abord, il est hors de doute que les indemnités d'assurances dues à raison d'un accident qui n'a pas occasionné la mort de l'assuré, doivent être comprises parmi les valeurs sujettes à l'impôt, si cet assuré décède ensuite, sans en avoir touché le montant; il s'agit de créances qui étaient acquises au défunt avant son décès,

qui appartiennent par suite à sa succession et sont assimilables aux autres valeurs successorales.

Quant aux sommes dues par une compagnie d'assurances à raison du décès causé par un accident, elles ne dépendent pas, en règle générale, de la succession de la victime ; elle revêtent, le plus souvent, le caractère d'une réparation civile acquise directement à ses héritiers et constituent la juste compensation du préjudice matériel et moral que la mort de leur parent a pu leur causer ; ces indemnités sont dues aux héritiers, sans aucune intertervention personnelle du défunt, puisqu'elles ont leur origine dans le délit ou le quasi délit d'un tiers ou les risques professionnels que la loi met à sa charge ; il en est ainsi, par exemple :

1° De l'indemnité due aux héritiers d'une personne tuée par un véhicule dont le propriétaire est assuré contre les accidents survenant à des tiers ;

2° De l'indemnité versée aux ayants-droit d'un employé victime d'un accident mortel au cours de son travail.

Dans ce cas, il est bien évident que le droit de mutation par décès n'est pas dû ; les indemnités sont bien payées à raison du décès de la personne dont la vie avait été indiquée comme risque, mais cette personne n'étant pas le souscripteur du contrat d'assurance, n'est pas l'assuré, au sens qu'il est convenu de donner à ce mot ; l'une des conditions imposées par l'article 6 de la loi du 21 juin 1875 ne se trouve donc pas remplie.

Mais il est des hypothèses où l'application de la loi

de 1875 peut se présenter ; il en est ainsi toutes les fois que les indemnités sont versées aux héritiers de la victime en vertu d'un contrat individuel souscrit par la victime elle-même au profit de ses ayants-droit ou d'une personne déterminée en prévision d'un accident mortel.

En effet, une convention de cette nature se rapproche singulièrement d'un contrat d'assurance sur la vie ; c'est un contrat de prévoyance par lequel l'assuré tient à mettre sa famille à l'abri des conséquences que pourrait entraîner pour elle, un accident mortel lui survenant ; on y trouve les mêmes éléments que dans le contrat d'assurances sur la vie ; les bénéficiaires reçoivent une indemnité à titre gratuit, puisqu'ils n'ont fourni aucune contre-partie. En pareil cas, il ne paraît pas douteux que le droit de mutation soit exigible.

Pourtant, cette manière de voir a été contestée et l'on a prétendu qu'il n'y avait pas d'assimilation possible entre l'assurance individuelle contre les accidents et l'assurance sur la vie ; dans l'assurance contre les accidents, a-t-on dit, l'assurance ne produit d'effet qu'à cause de l'accident, la mort naturelle ne donnant droit à aucune indemnité ; c'est l'accident qui est générateur de la réparation ; si l'accident a causé la mort, le chiffre de l'indemnité est plus élevé que dans le cas de simple blessure, mais il s'agit d'une question de quotité qui ne saurait modifier la nature du contrat. On se trouve en présence d'une convention dont les effets sont analogues à ceux d'un contrat d'assurance sur la vie, mais qui en diffère totalement quant au fond ; par suite, il ne peut être question de lui appliquer des règles de droit fiscal

qui doivent être rigoureusement maintenues dans les limites que le législateur leur a tracées, et ne sauraient être étendues à des cas non prévus.

On ne saurait, croyons-nous, s'arrêter à cette objection, car ainsi que nous l'avons déjà dit, l'article 6 de la loi du 21 juin 1875 a une portée très générale; il vise « les sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par l'assureur à raison du décès de l'assuré »; il ne limite pas ses effets aux assurances sur la vie, il parle des assurances sans plus, et indique les conditions auxquelles est soumise l'exigibilité de l'impôt; chaque fois que ces conditions sont réunies, le droit de mutation par décès est dû.

Développée d'ailleurs devant le Tribunal de Tournon cette thèse n'a pas été retenue. (Tribunal de Tournon, 3 avril 1922, J. E. 31853.)

« Attendu, déclare ce Tribunal, que les différences
« relevées entre les deux contrats sont des différences
« juridiques tenant à la nature même des contrats, mais
« qu'elles sont par là même sans importance au point
« de vue de l'application de la loi fiscale qui ne distingue
« pas si la libéralité qu'elle vise dépend de l'arrivée d'un
« terme ou de la réalisation d'une condition.

« Attendu, au surplus, que ces deux contrats visent un
« même but, à savoir : réparer dans l'intérêt d'un tiers
« les effets de la mort de l'assuré, qu'il s'ensuit que dans
« l'un et l'autre cas, le capital assuré est bien versé à
« raison du décès de l'assuré et qu'il importe peu au
« point de vue de l'application de la loi de 1875, que le
« décès soit le résultat d'un événement naturel ou acci-

« dentel; qu'on ne voit pas où serait la raison de déci-
« der autrement puisque le décès et l'accident dans ce
« dernier contrat, ne sont qu'une seule et même chose
« donnant ouverture au droit, tout aussi bien que dans
« le premier. »

SECTION II

INDEMNITÉS VERSÉES PAR LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES MUTUELLES

D'autre part, il s'est créé des sociétés d'assurances mutuelles dont l'objet est de verser au décès de leurs adhérents, des indemnités à leurs familles.

Ces indemnités sont-elles passibles de l'impôt?

S'il s'agit de sociétés de secours mutuels, dont les opérations sont strictement limitées à des œuvres d'assistance au profit du conjoint ou de proches parents, il semble qu'il n'y ait pas lieu à perception; c'est ainsi que les sommes qu'une société de cette nature se réserve d'allouer, lorsque ses ressources le lui permettent aux veuves et aux orphelins, ainsi qu'aux ascendants nécessiteux de leurs adhérents, ne donnent pas ouverture à l'impôt; en effet, ces allocations ne constituent pas un droit pour les représentants de l'associé et par suite, ne peuvent être considérées comme recueillies à titre héréditaire.

De même, en cas de décès d'un membre d'une Société de secours mutuels ayant pour but de pouvoir aux frais de funérailles de ses adhérents, on ne saurait exiger le

droit de mutation par décès sur les sommes allouées aux représentants du défunt. En adhérant à de pareilles sociétés, l'associé a pour but, non de procurer un bénéfice à ses héritiers, mais de s'assurer des obsèques convenables.

Il en est autrement, si la société débitrice a les caractères d'une société se livrant à des opérations d'assurances sur la vie; si le contrat passé entre l'adhérent et la Société a pour but « l'élimination des conséquences pécuniaires qui peuvent résulter du hasard dans les entreprises humaines », les indemnités recueillies par les héritiers tombent incontestablement sous l'application de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875.

CHAPITRE VII

COMPAGNIES D'ASSURANCES ETRANGERES ETRANGERS

SECTION I

ASSURANCE SOUSCRITE PAR UN FRANÇAIS DOMICILIÉ EN FRANCE A UNE COMPAGNIE ÉTRANGÈRE

L'article 6 de la loi du 21 juin 1875 s'applique aux indemnités recueillies au décès d'un assuré français domicilié en France, alors même que l'assurance a été souscrite à une compagnie étrangère; en effet, que cet émolument soit considéré comme une valeur française ou étrangère, il n'en demeure pas moins assujetti aux droits de mutation par décès par application des lois du 18 mai 1850 et 21 août 1871.

SECTION II

ASSURANCE SOUSCRITE PAR UN FRANÇAIS OU UN ÉTRANGER DOMICILIÉ A L'ÉTRANGER

Lorsqu'une assurance est souscrite par un Français ou un Etranger, domicilié à l'étranger, auprès d'une compagnie française, la Régie décidait, antérieurement

à la loi du 25 février 1901, que les sommes recueillies par les bénéficiaires, au décès de l'assuré, étaient passibles du droit de mutation par décès en France.

Elle estimait que la nationalité du débiteur était un élément suffisant qui permit de déterminer la situation juridique de la valeur incorporelle que constituait la créance contre l'assureur; elle considérait comme bien français, par suite sujet à l'impôt de succession dans notre pays, le capital assuré dû par une compagnie française. Cette opinion pouvait se justifier par ce motif que c'est au domicile du débiteur que le créancier devait demander l'exécution de l'obligation et poursuivre la réalisation de son droit; à défaut d'exécution volontaire, c'est aux magistrats de ce lieu qu'il devait recourir pour obtenir justice et le seul fait que ces créances profitaient de la protection de la loi française pouvait expliquer juridiquement qu'elles fussent assujetties au droit de mutation en France. D'ailleurs, l'Administration apportait elle-même des tempéraments à sa doctrine en certaines circonstances; dans une solution du 6 décembre 1899 (J. E. 25918), elle admit que l'on pouvait considérer comme valeur étrangère la créance née d'un contrat d'assurance passé avec une compagnie française, à raison de la stipulation insérée au contrat du paiement de l'assurance à l'étranger, du versement des primes et du capital en monnaie étrangère, enfin de l'attribution de juridiction à un tribunal étranger; pour motiver sa décision, elle se basait sur un avis du Conseil d'Etat du 11 février 1829.

Cependant, malgré cette orientation nouvelle, la doctrine de la Régie n'était pas sans entraver les opérations

des compagnies françaises qui avaient des succursales à l'étranger.

Dans son rapport au Sénat du 9 juillet 1896, M. le Sénateur Cordelet exposait ainsi la situation : « La pré-
« tention de l'Administration, si elle était maintenue,
« pourrait obliger les compagnies à fermer leurs suc-
« cursales établies à l'étranger, en les plaçant dans des
« conditions d'infériorité manifeste vis-à-vis des com-
« pagnies indigènes, soit qu'elles fussent amenées à
« prendre à leur charge l'impôt successoral, soit qu'elles
« se le fissent rembourser par les bénéficiaires, exposés
« ainsi à payer deux droits de mutation. Les compa-
« gnies françaises d'assurances sur la vie ont fondé de-
« puis quinze ans, à l'étranger, en Belgique, en Hol-
« lande, en Suisse, en Russie et dans d'autres pays des
« agences qui sont comme une nouvelle forme de l'in-
« fluence française au dehors et qui accomplissent ce
« qu'on a appelé, d'un mot heureux, une œuvre de colo-
« nisation financière. Elles y réalisent un chiffre d'assu-
« rance qui représente à peu près le cinquième du total
« de leurs affaires ; elles y reçoivent des primes dont le
« montant envoyé en France, au moins en partie, y est
« placé, contribue à la prospérité du pays et y supporte
« les charges diverses dont les biens sont grevés en
« France. Cet apport de capitaux étrangers compense
« le drainage opéré en France par les compagnies
« étrangères. Les bénéfices provenant de ces agences
« sont soumis à l'impôt sur le revenu et distribués en
« France aux actionnaires, y sont dépensés ou repla-
« cés. » (*Journ. Off.*, 1899, page 305).

Aussi, c'est pour remédier aux conséquences préju-

diciables de la doctrine administrative à l'égard des compagnies d'assurance françaises que fut adopté l'alinéa 6 de l'article 15 de la loi du 25 février 1901. Aux termes de cet alinéa, sont exemptes du droit de mutation par décès, les indemnités versées par les compagnies françaises, en vertu d'un contrat passé à l'étranger, lorsque l'assuré n'a en France, au jour de son décès, ni domicile de fait, ni domicile de droit.

L'exemption est subordonnée à deux conditions. Il faut :

1° Que l'assurance ait été contractée à l'étranger, dans les succursales ou agences d'une compagnie française.

2° Que l'assuré ne soit pas, lors de son décès, domicilié en France.

L'immunité ne serait pas acquise, si l'assurance avait été contractée en France par un étranger n'ayant pas de domicile dans notre pays.

De même, toute cause manquerait à l'exemption du droit de mutation par décès, si le bénéfice de l'assurance dépendait d'une succession régie par la loi française, c'est-à-dire de l'hérédité d'un Français ou d'un Etranger ayant sur notre territoire son domicile de droit ou de fait à l'époque de son décès.

Toutefois, le lieu du domicile au moment de la souscription du contrat à l'étranger est sans importance, puisque la loi ne s'occupe que du domicile au moment où s'ouvre la succession ; le but du législateur a été, en effet, de ne pas s'opposer au développement des compagnies françaises à l'étranger en évitant aux bénéficiaires l'obligation de payer deux fois l'impôt, l'un en France, et l'autre au lieu du domicile d'ouverture de la succes-

sion. Pour la détermination de ce domicile, il convient de se référer aux règles de Droit commun (Code civil, art. 107, 108, 109).

D'autre part, l'exemption est également applicable aux polices d'assurances, alors même que la compagnie n'aurait pas donné sa signature à l'étranger, mais à son siège social et n'aurait été engagée que par cette signature; les travaux préparatoires de la loi ne laissent aucun doute à cet égard; il n'y a pas à rechercher dans quel pays l'obligation de la compagnie a pris naissance; la condition prévue par la loi se trouve suffisamment remplie, dès lors que la signature de la police a été donnée à l'étranger par l'assuré.

Au point de vue de l'application de l'alinéa 6 de l'article 15 de la loi du 25 février 1901, sont assimilables à des pays étrangers les pays soumis ou protectorat de la France, ainsi que les colonies françaises où l'Enregistrement n'est pas encore établi.

SECTION III

ASSURANCE SOUSCRITE PAR UN ÉTRANGER EN FRANCE

Il résulte de ce qui précède que l'assurance contractée en France par un étranger, même domicilié à l'étranger, constitue une valeur française assujettie à l'impôt qui doit être acquitté au lieu du décès, si le décès a lieu en France, soit à l'un des bureaux désignés à cet effet, si le décès a lieu à l'étranger.

Les énonciations de la police relatives au lieu de souscription de contrat font seule foi à cet égard et le Tri-

bunal de la Seine a décidé, dans un jugement du 9 mai 1910 (Journal des Notaires n° 30120) que toute déclaration ultérieure par le bénéficiaire dont il résulterait que la police a été signée à l'étranger, ne saurait prévaloir contre les énonciations contraires de la police, « l'article 1341 du Code civil s'opposant de la façon la plus formelle à l'admission d'une preuve quelconque contre et outre le contenu auxdits actes ».

CHAPITRE VIII

APPLICATION DES TARIFS PROGRESSIFS DES DROITS DE MUTATION ET DE LA TAXE SUCCESSORALE

SECTION I

DROITS DE MUTATION

Dès lors que les bénéficiaires de l'assurance sont nettement définis et les émoluments par eux recueillis exactement déterminés, la liquidation des droits de mutation par décès ne soulève aucune difficulté.

Si l'assurance est souscrite au profit de bénéficiaires indéterminés, son montant s'ajoute, selon les cas, aux valeurs de communauté ou aux valeurs de succession, dont il vient augmenter la masse. Par suite, il subit en tous points le sort des valeurs héréditaires.

Si au contraire, le capital assuré profite à un bénéficiaire nominativement désigné, les droits sont perçus au tarif afférent au degré de parenté existant entre le souscripteur de la police et ce bénéficiaire. Quand ce dernier recueille d'autres biens, à titre d'héritier ou légataire, les tarifs progressifs, conformément à l'article 2 de la loi du 25 février 1901, sont applicables à la part nette totale qu'il reçoit, sans distinction entre

les titres divers, en vertu desquels s'opère la dévolution.

De même, les dégrèvements auxquels il peut prétendre, en raison du nombre de ses enfants, ou pour toute autre cause, sont également calculés sur le montant de cette part totale.

SECTION II

TAXE SUCCESSORALE

L'application de la taxe successorale à l'émolument d'assurance contractée au profit d'un bénéficiaire déterminé est plus délicate; en effet, on peut se demander, d'une part, si la taxe successorale est exigible, d'autre part, l'affirmative étant admise, à qui incombe le paiement de cette taxe. C'est une question complexe, au sujet de laquelle la Régie, du moins à notre connaissance, n'a pas encore rendu de solution précise.

§ I

Exigibilité de la taxe successorale

L'article 29 de la loi du 25 juin 1920 est ainsi conçu :

« Dans toute succession où le défunt ne laisse au moins
« quatre enfants, vivants ou représentés, il est perçu,
« indépendamment des droits auxquels les mutations
« par décès des biens meubles ou immeubles sont assu-
« jettis, une taxe progressive et par tranches sur le ca-
« pital net global de la succession.

« Sont applicables à la taxe établie par le présent ar-

« ticle, les dispositions qui régissent la liquidation, le
« paiement et le recouvrement des droits de mutation
« par décès, ainsi que des pénalités pour défaut de dé-
« claration dans le délai, omission ou fausse évaluation.
« Le paiement de la totalité de la taxe est à la charge
« des héritiers, donataires ou légataires universels ou
« à titre universel, qui doivent l'effectuer dans les
« mêmes délais que les droits de mutation par décès. »

En présence des termes généraux de ce texte, et en raison de la fiction créée par la loi de 1875, on peut s'étonner que l'on ait contesté l'application de la taxe successorale à l'émolument à provenir d'un contrat d'assurance. L'article 29 de la loi du 25 juin 1920 semble, en effet, établir une corrélation absolue entre la perception des droits de mutation par décès et celle de la taxe successorale.

On a pourtant soutenu le contraire et une argumentation assez sérieuse aboutit à cette conclusion que la taxe successorale ne saurait être perçue sur les indemnités versées par l'assureur (J. E. 32055).

Si, en effet, fait-on observer dans cette opinion, l'article 29 de la loi du 25 juin 1920 déclare que les dispositions qui régissent la liquidation, le paiement et le recouvrement des droits de mutation par décès, sont applicables à la taxe successorale, il ne faut pas en conclure que la taxe successorale soit toujours due en même temps que le droit de mutation. En réalité, dans l'application d'un impôt, quel qu'il soit, il faut envisager deux points de vue : d'une part, l'exigibilité, d'autre part, la liquidation ; ce sont deux aspects de la question qu'il ne faut pas confondre.

Le fait que deux taxes doivent être liquidées sur des bases analogues n'implique pas qu'elles soient nécessairement exigibles l'une et l'autre, dans les mêmes circonstances.

Cette distinction s'impose notamment, lorsqu'il s'agit du droit de mutation par décès et de la taxe successorale; en soumettant aux mêmes règles de liquidation la taxe et le droit de mutation par décès, le législateur n'a eu en vue que le seul cas où les valeurs à imposer étaient déjà assujetties à la taxe, comme faisant partie de l'actif net de la succession; il n'a pas tranché la question d'exigibilité; par suite, on ne saurait tirer argument des dispositions de la loi de 1920, pour soumettre à la taxe le bénéfice d'une assurance que la loi de 1875 assujettit au droit de mutation.

D'ailleurs, le droit de mutation par décès et la taxe successorale répondent, au point de vue fiscal, à des buts nettement différents; le droit de mutation proprement dit est un impôt réel qui frappe toute transmission de biens par décès; la taxe successorale, au contraire, tient compte de la situation du débiteur; aux termes même de l'exposé des motifs de la loi du 25 juin 1920, elle constitue « un prélèvement effectué par l'Etat sur la masse héréditaire pour compenser les charges fiscales que l'absence ou le petit nombre d'enfants a permis au défunt d'éviter ».

Or, par définition même, un prélèvement ne peut s'opérer que sur de l'actif réel, c'est-à-dire sur les biens qui composaient le patrimoine du défunt à l'époque de son décès; on doit en déduire qu'il ne peut s'étendre à des valeurs qui ne font partie de la succession que par une

fiction de la loi, notamment aux sommes à provenir d'un contrat d'assurances souscrit au profit d'un bénéficiaire déterminé.

Quelque spécieux que soit ce raisonnement, il n'est pas, croyons-nous, de nature à prévaloir; il se trouve, en effet, en opposition absolue avec le but visé par le législateur de 1875; celui-ci, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, n'a pas créé un impôt spécial sur l'émolument d'assurance ni décidé que cet émolument sera assujetti à tel ou tel impôt; il est allé plus loin; en assimilant le capital assuré aux valeurs de succession, il a créé une matière imposable; il incorpore les sommes versées par l'assureur aux biens laissés par le défunt pour former une sorte de patrimoine fiscal, qui seul doit être envisagé pour l'application de l'impôt de transmission.

Ce point de vue étant admis, la nature et le caractère de la taxe successorale importent peu; il n'est nullement besoin de rechercher les traits qui la différencient du droit de mutation proprement dit. L'émolument de l'assurance faisant partie de l'actif net global de la succession se trouve assujetti à tous les impôts qui frappent cet actif et, par suite, à la taxe successorale.

§ II

Paiement de la taxe

Dès lors qu'on assujettit le bénéfice de l'assurance au paiement de la taxe successorale, il convient de se demander à qui incombe ce paiement; tous les héritiers

de l'assuré sont débiteurs solidaires envers le Trésor du montant de la taxe successorale; mais la question se pose de savoir si l'augmentation de taxe résultant de l'incorporation aux valeurs héréditaires du capital assuré doit être supportée collectivement par tous les héritiers ou si elle reste à la charge personnelle du bénéficiaire de l'assurance.

En effet, malgré la fiction établie par la loi du 21 juin 1875, la dévolution civile de l'assurance reste soumise au Droit Commun et le bénéficiaire conserve un droit exclusif à son émolument. On peut donc soutenir que si la fiction de la loi fiscale ne doit pas modifier les droits que le bénéficiaire tire de son contrat, elle ne doit pas également nuire aux héritiers de l'assuré, qui ne retirent aucun avantage d'une convention à laquelle ils sont restés étrangers; par voie de conséquence, du seul fait qu'au point de vue fiscal on considère qu'il y a transmission du montant de l'assurance, c'est au bénéficiaire de cette transmission à supporter, conformément au Droit commun, tous les impôts auxquels elle donne lieu et, à cet égard, il n'y a aucune distinction à établir entre la taxe successorale et le droit de mutation par décès.

On en conclut que l'un et l'autre doivent rester à la charge personnelle du bénéficiaire de l'assurance, la méthode à suivre étant la suivante :

On calcule d'abord la taxe successorale sur l'actif global de la succession, sans y comprendre l'émolument d'assurance, puis on compare le chiffre ainsi obtenu avec le montant brut de la taxe, calculé en incorporant cet émolument dans les valeurs héréditaires; la différence entre les deux chiffres constitue la fraction de taxe suc-

cessorale incombant exclusivement au bénéficiaire de l'assurance.

Cette méthode, qui peut se défendre par des considérations d'équité, appelle cependant à notre avis diverses réserves; en effet, pour la liquidation des droits de mutation par décès, nous avons assimilé l'émolument d'assurance à un legs particulier; cette assimilation implique également qu'au point de vue de la taxe successorale, on lui applique les mêmes règles qu'au legs particulier.

Or, l'article 29 de la loi du 25 juin 1920 dispose que la totalité de la taxe successorale est à la charge des ayants cause à titre universel du défunt et, par suite, que les légataires particuliers, s'il en existe, en sont affranchis. Par voie d'analogie, la même exemption doit profiter au bénéficiaire d'une assurance sur la vie; si donc dans un actif successoral se trouve compris, par application de la loi de 1875, le montant d'une assurance, le paiement de la taxe liquidée sur l'actif global ainsi déterminé doit incomber uniquement aux héritiers de l'assuré.

CHAPITRE IX

CONTROLE DE LA REGIE — PENALITES PRESCRIPTION

SECTION I

CONTROLE DE LA RÉGIE

§ I

Droit de communication

Pour assurer le paiement des droits de mutation par décès sur les bénéfices d'assurances, la Régie a à sa disposition divers moyens de contrôle.. Les articles 35 de la loi du 5 juin 1850, 22 de la loi du 23 août 1871 et 7 de la loi du 21 juin 1875 ont établi à son profit le Droit de Communication, qui lui permet de se faire représenter au siège des compagnies d'assurances les dossiers des sinistres et des règlements.

§ II

Certificat de paiement de Droits de mutation

En outre, l'article 15, paragraphe 5, de la loi du 25 février 1901 est venu renforcer ce contrôle, en étendant à

cette matière les dispositions concernant le transfert des rentes sur l'Etat et des titres nominatifs des sociétés.

« Les compagnies françaises d'assurance sur la vie, « porte cet article, et les succursales établies en France « des compagnies étrangères ne pourront se libérer des « sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par « elles, à raison du décès de l'assuré, à des bénéficiaires « autres que le conjoint survivant ou les successeurs en « ligne directe, si ce n'est sur la présentation d'un certificat délivré par le Receveur de l'Enregistrement et « constatant soit l'acquittement, soit la non exigibilité de « l'impôt de mutation par décès, à moins qu'elles ne « préfèrent retenir pour la garantie du Trésor et conserver, jusqu'à la présentation du certificat du receveur, une somme égale au montant de l'impôt calculé « sur les sommes, rentes ou émoluments par elle dus. »

Cette disposition a été étendue par l'article 3 de la loi du 30 décembre 1903 aux sommes, rentes ou émoluments dûs par les mêmes compagnies « à tout bénéficiaire ayant à l'étranger son domicile de fait et de droit. »

a) *Assureurs assujettis.*

Les obligations édictées par ces textes ne visent que les sociétés d'assurance et non point les assureurs particuliers.

En outre, elles sont spéciales aux compagnies d'assurances sur la vie, et ne sauraient être étendues par analogie à d'autres assureurs, notamment aux compagnies d'assurances contre les accidents pour les sommes qu'elles ont à verser aux héritiers de la victime d'un accident mortel.

b) Bénéficiaires affranchis de la justification préalable

D'autre part, la production du certificat de paiement de droits de mutation n'incombe pas à tous les bénéficiaires d'assurances sur la vie; la loi excepte formellement de cette obligation, deux catégories d'ayants-droit :

1° Le conjoint survivant;

2° Les successibles en ligne directe descendante ou ascendante.

A l'égard de ces derniers, les compagnies d'assurance peuvent se libérer des sommes dont elles sont débitrices, sans aucune justification préalable du paiement de droits de mutation par décès.

C'est d'ailleurs aux compagnies à vérifier sous leur entière responsabilité le lien de parenté qui unit les bénéficiaires à l'assuré; les déclarations des parties ou les énonciations de la police ne sauraient leur tenir lieu de justification suffisante : la Cour de Cassation, dans un arrêt du 1^{er} décembre 1909 (J. E. 27832) a sanctionné cette obligation en rendant la compagnie responsable du paiement des droits de succession dans une espèce où la bénéficiaire avait été qualifiée dans la police « fille de l'assuré », alors qu'il s'agissait d'une fille naturelle non judiciairement reconnue, à laquelle son statut personnel (Loi Suisse) ne conférait pas la qualité d'héritière de l'assuré.

« Attendu, porte cet arrêt, que la Compagnie « La « Nationale » allègue en vain contre la Régie, les énonciations de la police d'assurance; que cette société « soumise aux prescriptions particulières édictées par la « loi du 25 février 1901, pour s'assurer le recouvrement

« de l'impôt, était tenue de se renseigner, qu'elle s'est
« libérée à tort aux mains de la bénéficiaire de la police,
« alors que celle-ci n'était ni le conjoint survivant, ni
« un successible en ligne directe, sans avoir observé les
« formalités prescrites par l'article 15 de ladite loi.

« Qu'il suit de là que la responsabilité, au regard du
« Trésor, de la Compagnie « La Nationale » s'est trou-
« vée engagée dans les limites prévues par le texte pré-
« cité. »

Il convient d'ailleurs de remarquer que, par suite de la modification apportée par la loi du 30 décembre 1903, la doctrine de cet arrêt n'a plus lieu de s'appliquer que lorsque le conjoint ou l'héritier en ligne directe sont domiciliés en France.

Mais si le conjoint survivant et les héritiers en ligne directe sont dispensés de produire aux assureurs le certificat de paiement de droits, la Régie a à leur égard un autre moyen de contrôle; en effet, aux termes des paragraphes 3 et 4 du même article 15 de la loi de 1901, les compagnies, quelles qu'elles soient, sont tenues d'adresser au directeur de l'Enregistrement de leur siège, soit avant le paiement, soit dans la quinzaine qui suit, le relevé de toutes les sommes dont elles sont débitrices, par suite des sommes qu'elles doivent au conjoint et aux héritiers en ligne directe d'un assuré, en vertu de contrats d'assurance sur la vie.

*c) Receveur compétent pour délivrer le certificat
de paiement de droits*

Le receveur compétent pour délivrer aux bénéficiaires de l'assurance le certificat prescrit par l'alinéa 5 de l'ar-

ticle 15 de la loi de 1901 est celui du bureau où la succession doit être déclarée. Les compagnies n'ont pas à se faire juges de la validité de ce document, dès lors qu'il émane de la Régie.

d) *Droits non exigibles*

Les compagnies doivent toujours exiger la production de ce certificat, alors même que l'émolument recueilli par le bénéficiaire est exempt de tout droit de mutation, soit qu'il y ait lieu de faire application du paragraphe 6 de l'article 15 relatif aux assurances souscrites à l'étranger, soit que le bénéfice ne soit pas acquis à titre gratuit à celui qui le recueille. La loi, déclarant que le certificat qu'elle prescrit pourra constater la non exigibilité de l'impôt de mutation par décès, n'a pas voulu laisser aux compagnies le soin de juger elles-mêmes de l'exigibilité ou de la non exigibilité du droit de mutation ; c'est à la Régie seule de décider si la mutation est imposable.

Toutefois, dans les cas exceptionnels, où une déclaration ne succession ne peut être légalement exigée, le certificat est délivré, au besoin sur la déclaration souscrite par le représentant de la Compagnie ou de l'Agence, par le Receveur du siège de la Compagnie ou par celui de l'Agence chargée du paiement. (Inst. 3051. Solution du 29 juin 1901.)

Ce système qu'aucun texte de loi n'autorise, a tout au moins l'avantage de dégager la responsabilité de la Compagnie.

e) *Option laissée aux compagnies*

Enfin, la loi laisse aux compagnies la faculté de se libérer des sommes dues par elles à raison du décès de

l'assuré, à la condition de conserver jusqu'à la production du certificat de paiement de droits de mutation, une somme égale au montant de l'impôt, calculé sur les sommes, rentes ou émoluments par elles versés.

Bien entendu, il ne s'agit que des taxes afférentes à l'émolument d'assurance proprement dit, sans tenir compte des autres biens et valeurs compris dans l'hérédité et recueillis à d'autres titres par le bénéficiaire; le législateur n'a pu, en effet, imposer aux compagnies d'assurances, l'obligation d'exiger du bénéficiaire une déclaration complète des biens de la succession ni de se livrer à la liquidation fiscale de cette succession.

SECTION II

PÉNALITÉS

L'omission ou le défaut de déclaration du bénéfice de l'assurance dans la déclaration de succession de l'assuré exposent les bénéficiaires à des pénalités comme le font d'ailleurs l'omission ou le défaut de déclaration de toute autre valeur successorale. Le Droit commun en cette matière trouve son application; toutefois, au point de vue de la détermination de la pénalité applicable, certaines distinctions sont indispensables.

a) *Bénéficiaires indéterminés*

Lorsque l'assurance a été souscrite au profit du stipulant lui-même ou de bénéficiaires indéterminés, elle constitue un élément de la masse héréditaire. Par suite, si

aucune déclaration n'est souscrite, les pénalités de retard sont encourues ; si, au contraire, les héritiers négligent de comprendre l'assurance dans la déclaration de succession de l'assuré, ils commettent une omission passible du droit en sus.

b) *Bénéficiaire déterminé*

Si le bénéfice de l'assurance est dévolu à un tiers nominativement désigné, qui soit étranger à la succession, il est, au point de vue de la liquidation des droits, assimilable à un legs particulier ; c'est donc au bénéficiaire considéré comme légataire particulier qu'incombe le soin de souscrire la déclaration ; s'il omet de le faire dans le délai légal, il encourt la pénalité applicable au défaut de déclaration et non celle frappant les omissions.

c) *Bénéficiaire héritier*

Lorsque le bénéficiaire désigné de l'assurance est en même temps héritier, donataire ou légataire de l'assuré, et qu'il n'a pas fait mention du bénéfice de l'assurance dans la déclaration souscrite par lui, il y a controverse sur la pénalité qu'il convient de lui appliquer.

Antérieurement à la loi du 25 février 1901, la Régie faisait une distinction entre les titres divers auxquels les ayants-droit recueillaient les valeurs successorales, et elle admettait qu'une déclaration était complète, dès lors qu'elle comprenait tous les biens échus au même titre.

Cette doctrine s'appliquait notamment en matière de legs particulier recueilli par un légataire universel; elle s'appliquait également en matière d'assurance sur la vie.

Il en résultait des effets forts importants au point de vue des pénalités; le fait pour un héritier qui se trouvait en même temps bénéficiaire d'une assurance, de ne pas déclarer le montant de cette assurance avec les autres biens héréditaires, ne lui faisait pas encourir la pénalité relative à l'omission, mais celle applicable au défaut de déclaration.

Depuis la promulgation de la loi de 1901, l'Administration prenant argument des modifications que cette loi a apportées à notre régime successoral, considère que le défaut de déclaration d'une valeur quelconque, recueillie à quelque titre que ce soit, par un ayant-droit dans une succession, constitue une véritable omission passible du droit en sus; elle estime, en effet, que cette loi ayant prescrit de liquider l'impôt sur la part nette recueillie par chaque héritier, cette part se compose de tout ce qu'il recueille effectivement dans la succession, serait-ce à des titres divers; par suite, il n'y a aucune distinction à établir entre les éléments qui constituent cette part nette et l'omission de l'un d'entre eux doit entraîner la sanction que comportent les omissions en général.

A cette thèse, on a objecté que la loi de 1901 n'est relative qu'au mode de liquidation et de perception de l'impôt, mais n'a rien innové en ce qui concerne les obligations précédemment imposées aux héritiers donataires ou légataires pour la déclaration de succession; la liquidation et la déclaration étant deux choses bien différentes, les motifs qui justifiaient la jurisprudence applicable

aux legs particuliers ont conservé toute leur force depuis la loi de 1901.

Mais cette objection, à notre avis, ne saurait être retenue.

d) *Compagnies d'assurances*

Les articles 15 de la loi du 25 février 1901 et 3 de la loi du 30 décembre 1903, ont également édicté des sanctions à l'égard des compagnies contrevenant aux dispositions prescrites par ces lois ; toute contravention à ces dispositions, constatée à la charge, soit d'une compagnie d'assurance sur la vie, soit de l'un des dépositaires ou détenteurs de titres ou sommes, énumérés à l'article 15, est punie d'une amende de 500 francs en principal, les décimes restant exigibles.

Cette amende est due, alors même qu'aucun droit de mutation ne devrait être perçu sur l'émolument d'assurance, puisque c'est le seul fait pour les compagnies d'être libérées sans production de certificat de paiement de droits qui est punissable.

En outre, le contrevenant est, sauf son recours contre le redevable, personnellement et directement tenu envers le Trésor, du paiement des droits de mutation par décès. Toutefois, dans son Instruction n° 3051 précitée, la Régie prescrit à ses agents « de ne réclamer le paiement « des droits et les pénalités exigibles aux sociétés, compagnies et personnes visées par l'article 15, qu'autant « que le recouvrement de ces sommes n'aurait pu être « amiablement obtenu des héritiers, et que la solvabilité de ces derniers ne présenterait pas, en cas de « poursuites, des garanties suffisantes pour le Trésor. »

SECTION III

PRESCRIPTIONS

Les délais normaux de prescription s'appliquent aux droits de mutation et à la taxe successorale frappant les émoluments d'assurances.

En conséquence, l'insuffisance de perception peut être rectifiée dans un délai de deux ans à compter du jour de la déclaration de succession.

Lorsqu'il y a défaut de déclaration ou omission, l'action du Trésor se prescrit par vingt ans, à compter du jour du décès (défaut de déclaration) ou du jour de la déclaration (omission).

Exceptionnellement cependant, par application de la loi du 31 janvier 1914, elle se prescrit par deux ans dans l'un et l'autre cas, à compter du jour de l'enregistrement de tout document qui révélerait suffisamment l'exigibilité des droits, sans qu'il y ait lieu de recourir à des recherches ultérieures.

Quant aux pénalités, elles se prescrivent par le même laps de temps que les droits simples.

CONCLUSION

Parvenu aux termes de cette étude, il nous est permis de formuler une appréciation d'ensemble sur l'œuvre du législateur de 1875.

La plupart des auteurs qui ont traité ce sujet sont d'accord pour reconnaître les conséquences regrettables d'une loi qui laisse subsister une divergence aussi absolue entre les doctrines de Droit civil et les doctrines de Droit fiscal.

L'Enregistrement dans son objet essentiel, est une institution financière dont le but est de percevoir une taxe sur les conventions qui interviennent entre les particuliers ; mais là doit se borner son rôle : si la loi fiscale fixe le tarif de l'impôt, ce sont les règles du Droit civil, en tant qu'elles définissent la nature des actes et des contrats, qui en déterminent l'exigibilité.

Les développements que nous avons consacrés au commentaire de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875 montrent jusqu'à l'évidence que lorsqu'on s'écarte de ce principe, on risque d'aboutir à des difficultés inextricables.

Il est, en effet, peu de sujets où le raisonnement conduise à des résultats aussi contradictoires que lorsqu'il s'agit de déterminer la valeur imposable du capital assuré attribué à un bénéficiaire déterminé : la thèse récemment admise par la Cour de Cassation en matière de déduction du passif héréditaire n'en est-elle pas l'exemple le plus typique ?

Or, toutes ces anomalies ont leur origine dans l'erreur commise par le législateur en assimilant le bénéfice d'as-

surance à une valeur successorale, et pour remédier à cette situation, une réforme, à notre avis, s'impose : c'est l'abrogation de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875.

Sans doute, la difficulté consiste à trouver une taxe de remplacement sauvegardant les intérêts du Trésor et du contribuable ; diverses solutions ont été proposées ; on a notamment suggéré de substituer une taxe uniforme aux droits d'enregistrement des polices et de mutation par décès. (Propos. de MM. Barbe, Viger, Gevelot, Victor Proust, 19 mars 1890.)

Notre intention n'est pas d'apprécier ce projet, mais il nous paraît de toute nécessité de modifier le régime actuel que l'expérience a définitivement condamné.

Par une saine interprétation du contrat, la Jurisprudence civile considère comme étranger à la succession de l'assuré l'émolument d'assurance dévolu au bénéficiaire déterminé ; l'intérêt de l'institution en même temps que la logique exigent qu'une solution identique soit adoptée pour le calcul des droits de mutation par décès.

Ce serait pour le législateur, faire œuvre utile que de réaliser à ce point de vue, l'harmonie entre le Droit civil et le Droit fiscal.

Vu :

Le Président de la thèse,

E. PILON.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil français*, 5^e édition revue par M. Martin.
- COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de Droit civil français*, 3^e édition. Paris, 1921.
- GARNIER. — *Répertoire général et raisonné de l'Enregistrement*, 9^e édition. Paris, 1927.
- GUILHOT (L.-H.). — *Manuel de Droit fiscal spécial au Notariat*, 6^e édition. Paris, 1928.
- MAGUERO. — *Traité alphabétique des Droits d'Enregistrement*, 2^e édition. Paris, 1909.
- PILON. — *Principes et Technique des Droits d'Enregistrement*. Paris, 1929.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire de Droit civil*, 10^e édition. Paris, 1929, avec la collaboration de M. Ripert.
- WAHL. — *Traité de Droit fiscal*. Paris, 1902, 3 vol.

II. — OUVRAGES SPÉCIAUX

- CRINIER. — *Des Assurances sur la vie au point de vue fiscal*. Thèse. Paris, 1911.
- DUMAINE. — *Du contrat d'assurance sur la vie en Droit civil et en Droit fiscal*, 2^e édition. Paris, 1892.
- DUPUICH. — *L'Assurance-Vie. Traité théorique et pratique*. Paris, 1922.
- MORNARD. — *De la Nature de l'Assurance sur la vie et spécialement de ses effets au décès de l'assuré*. Thèse. Paris, 1883.
- POTHIER. — *Traité du contrat d'assurance*. Marseille, 1810.
- TAUPENOT. — *Des Assurances sur la vie en droit fiscal*. Thèse. Paris, 1899.

III. — PÉRIODIQUES

Journal de l'Enregistrement, par abréviation J. E.

Journal des Notaires et des Avocats, par abréviation J. N.

Répertoire Périodique de l'Enregistrement, par abréviation R. P.

*Revue de l'Enregistrement, des Hypothèques, du Timbre et du
Domaine*, par abréviation R. E.

Revue Pratique de l'Enregistrement.

Journal des Assurances, par abréviation J. A.

*Instructions et Circulaires de l'Administration de l'Enregistre-
ment*.

Journal Officiel (Débats parlementaires du Sénat et de la
Chambre).

Revue Trimestrielle de Droit civil.

Bulletin des Actulaires Français.

Travaux des Sciences Morales et Politiques.

DALLOZ. — *Recueil périodique*, par abréviation D. P.

SYREY. — *Recueil périodique*, par abréviation S.

TABLES DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I. — Gratuité de l'assurance :	
Section I. — <i>Preuve de la gratuité. — Présomption.</i>	15
Section II. — <i>Bénéficiaires à titre onéreux.</i>	20
§ I. — Assurance souscrite au profit d'un créancier. .	20
a) Assurance contractée en paiement d'une dette.	20
c) Assurance contractée en paiement des reprises de la femme.	23
d) Assurance contractée en paiement d'une rente viagère.	23
e) Bénéfice de l'assurance légué à un créancier. . .	24
§ II. — Cession du contrat.	26
a) Cession civile	26
b) Cession par endossement.	27
§ III. — Assurance aléatoire	27
§ IV. — Paiement des primes par le bénéficiaire. .	29
§ V. — Paiement des primes par un tiers.	33
CHAPITRE II. — Décès de l'assuré :	
Section I. — <i>Assurance en cas de vie.</i>	34
a) Assuré bénéficiaire	35
b) Tiers bénéficiaire	35
c) Existence d'un tiers. — Prédécès de l'assuré. .	35
Section II. — <i>Assurance en cas de décès d'un tiers.</i> . . .	37
a) Assuré bénéficiaire	38

b) Tiers bénéficiaire	38
c) Prédécès de l'assuré.....	38
d) Assurance contractée par un époux commun en biens à son profit sur la tête de son conjoint..	44
CHAPITRE III. — Liquidation des droits de mutation :	
Section I. — <i>Détermination du bénéficiaire de l'assurance</i>	46
§ I. — Bénéficiaires indéterminés	46
§ II. — Bénéficiaires déterminés	49
a) Bénéficiaires conjoints	50
b) Bénéficiaires successifs	50
§ III. — Renonciation au bénéfice de l'assurance..	53
Section II. — <i>Valeur imposable du bénéfice.....</i>	56
§ I. — Capital réduit	56
§ II. — Participation aux bénéfices.....	57
§ III. — Rente viagère	58
a) Constitution de rente moyennant le paiement d'une prime unique.....	59
b) Constitution de rente moyennant le paiement de primes périodiques	61
§ IV. — Rente réversible.....	62
§ V. — Assurance à terme fixe.....	65
§ VI. — Quotité disponible et réserve.....	67
I. — Jurisprudence antérieure à 1896.....	68
II. — Jurisprudence de l'arrêt de 1896.....	69
CHAPITRE IV. — Passif déductible :	
Section I. — <i>Primes restant dues au décès.....</i>	77
Section II. — <i>Avances à l'assuré.....</i>	78
Section III. — <i>Passif ordinaire de succession.....</i>	79
CHAPITRE V. — Assurances entre époux :	
Section I. — <i>Assurance contractée par un époux au profit de son conjoint.....</i>	88
§ I. — Régimes exclusifs de communauté.....	89
§ II. — Régimes de communauté.....	90

Section II. — Assurance contractée par les époux au profit du survivant. — Rente réversible	99
Section III. — Quotité disponible. — Réduction. — Usufruit légal	103
Section IV. — Séparation de corps. — Divorce	105
CHAPITRE VI. — Assurances-Accidents. — Sociétés d'Assurances mutuelles :	
Section I. — Indemnités versées aux héritiers de la victime d'un accident mortel	106
Section II. — Indemnités versées par les Sociétés d'Assurances mutuelles	110
CHAPITRE VII. — Compagnies d'assurances étrangères. Etrangers :	
Section I. — Assurance souscrite par un Français domicilié en France à une Compagnie étrangère	112
Section II. — Assurance souscrite par un Français ou un étranger domicilié à l'étranger	112
Section III. — Assurance souscrite par un étranger en France	116
CHAPITRE VIII. — Application des tarifs progressifs des droits de mutation et de la taxe successorale :	
Section I. — Droits de mutation	118
Section II. — Taxe successorale	119
§ I. — Exigibilité de la taxe successorale	119
§ II. — Paiement de la taxe	122
CHAPITRE IX. — Contrôle de la Régie. — Pénalités. Prescription :	
Section I. — Contrôle de la Régie	125
§ I. — Droit de communication	125
§ II. — Certificat de paiement de droits de mutation	125
a) Assureurs assujettis	126

b) Bénéficiaires affranchis de la justification préalable.	127
c) Receveur compétent pour délivrer le certificat de paiement de droits.	128
d) Droits non exigibles.	129
e) Option laissée aux Compagnies.	129
Section II. — <i>Pénalités.</i>	130
a) Bénéficiaires indéterminés	130
b) Bénéficiaire déterminé	131
c) Bénéficiaire héritier	131
d) Compagnies d'Assurances	133
Section III. — <i>Prescriptions.</i>	134
CONCLUSION.	135

IMPRIMERIE " LABOR "
8, BOULEVARD DE VAUGIRARD
PARIS (xv')
